la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE
Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 504 — Nouvelle série N° 203 **AVRIL 1965 — PRIX : 2 F**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire (mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .... **11 F**
Un an .... **20 F**

EXTERIEUR

Six mois .... **13 F**
Un an .... **24 F**

Le numéro : 2 F

ADRESSER LA CORRESPONDANCE concernant la rédaction et l'Administration à la « *Révolution prolétarienne* »

21, rue Jean-Robert, Paris (18e)
Téléphone : 607-02-06

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h à 19 h
Les samedis de 17 h à 19 h

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèque postaux
Révolution prolétarienne **734-99 Paris**

Sommaire du N° 504 - Avril 1965

Entre nous...

Ce numéro est dominé par les questions internationales. Ce n'est pas seulement parce que la gravité du conflit en Asie du Sud-Est ranime les craintes d'une guerre généralisée. C'est peut-être parce que le mois en France a été dominé par les élections municipales, que l'activité syndicale a quelque peu souffert — ce qui prouve que la politisation de l'opinion ouvrière se présente à nouveau sous un redoutable aspect. D'autant plus redoutable que ce n'est pas une prise de conscience des problèmes politiques par une classe ouvrière décidée à imposer sa volonté d'indépendance révolutionnaire. C'est au contraire un signe de défaillance et d'abandon. Le municipalisme en soi a déjà un caractère strictement conservateur. Et, en l'occurrence, si la classe s'est une fois de plus perdue dans une cohue électorale, le régime conduit à une « personnalisation » des luttes politiques qui atteint l'opposition autant que la majorité gaulliste. Jamais, l'objurgation de Michelet à la France ne nous a paru aussi actuelle « Guéris des individus »... même et surtout des magiciens et des Chefs ! »

Cependant, la densité de nos études de caractère international s'explique aussi — et c'est beaucoup plus favorable — par le sentiment que rien ne peut plus se résoudre sur le plan purement national. Jamais les organisations ouvrières internationales n'ont paru aussi passives. Et jamais leur activité ne paraît plus nécessaire. C'est la conclusion que l'on devrait tirer de tous les articles et études publiés dans ce numéro.

On nous reprochera cependant des contradictions particulièrement brutales et apparemment irréductibles entre les rédacteurs de la R.P. Il n'est pas impossible, si les dangers de guerre devenaient plus proches et plus lourds, que nous envisagions de tirer de nos délibérations, des prises de position et des appels collectifs. Mais d'abord il faut connaître, savoir exactement ce que l'on veut, préciser ce que l'on soutient et ce que l'on condamne. Et s'il y a des oppositions entre nous, plus elles sont nettes et virulentes, plus nous nous croyons tenus de les exposer franchement. Chacun des rédacteurs ordinaires de la R.P., chacun des membres du Noyau, écrit sous sa responsabilité exclusive, ce qu'il pense, à la place où il donne son article, sans que la rédaction intervienne pour limiter cette expression et atténuer cette opposition. Ce n'est pas nouveau chez nous. Lors de la guerre civile espagnole, lors de Munich, pendant l'affaire algérienne, dans les conflits cubain et palestinien, nous avons subi l'épreuve de controverses dont la violence étonnait et affligeait nos amis. Nous persévérons dans cette voie, sans même nous interroger sur les possibilités de compromis, sans nous poser la question des conséquences de nos déchirements. Il nous suffit de répéter que tant que le Noyau n'a pas pris position après un libre débat, aucun d'entre nous n'a qualité pour engager toute la R.P. dans une position nettement définie. Aucun d'entre nous ne peut perdre le droit de dire tout ce qu'il pense ; aucun d'entre nous n'a le droit d'exiger que l'on censure les écrits de l'un d'entre nous.

Mais alors, la R.P. risque de rencontrer l'hostilité d'une partie de notre public, peut-être de tout notre public, heurté par l'expression d'une des tendances ou même par la variété des tendances ? C'est au contraire un numéro comme celui-ci qui mérite la plus large diffusion.

Que les jeunes cherchent ailleurs des fabricants de certitudes, des transmetteurs de consignes, des maîtres à penser et des chefs. S'ils ont besoin de ces tuteurs et directeurs de conscience, ils ne sont pas mûrs pour la liberté, ni pour la Révolution, conquête d'hommes libres. Les autres, plus nombreux qu'on ne pense, sont déjà des nôtres s'ils comprennent qu'il est sans doute plus difficile de connaître son devoir que de l'accomplir — mais que la connaissance basée sur une information, soumise à l'esprit critique doit toujours précéder l'accomplissement.

UNE ÉTAPE VERS LE PARTI UNIQUE

A notre dernière réunion du « Noyau », un camarade constatait que l'activité syndicale avait été mise en sommeil ces dernières semaines, l'attention ayant été accaparée par les élections municipales. Il est vrai que, même pour ceux qui n'attachent pas habituellement une grande importance à une consultation politique, les dernières élections ont eu la signification d'une épreuve, voulue par le gouvernement, pour affaiblir l'influence des anciens partis, afin de ne laisser, face à face, que le parti gaulliste et le parti communiste.

Cette tentative a-t-elle réussi? Si on se reporte aux commentaires postérieurs aux scrutins, chacun est satisfait des résultats et célèbre ses succès. Le ministre Roger Frey se vante d'avoir fait élire 31.000 conseillers municipaux U.N.R. et le parti communiste se montre fier de ses 1.068 maires. Mais ces chiffres ne sont impressionnants que si on néglige de les confronter avec ceux de l'ensemble du pays. Or, il y a, en France, plus de 38.000 communes et le nombre des conseillers municipaux dépasse 450.000 ! Ce qui donne approximativement 7 % d'élus à l'U.N.R. et à peine 3 % aux communistes.

Les autres, la masse des autres élus, eh ! bien, ce sont ceux des partis que le parti au pouvoir voulait éliminer de la scène politique. C'est dire qu'en réalité le gaullisme a subi un échec dans cette consultation. Echec que l'on aurait tort de considérer comme définitif, car notre « guide » n'est pas homme à s'incliner devant une défaite. Et il est à prévoir qu'il trouvera autre chose pour parvenir à ses fins.

Le président du Sénat, Monnerville, n'a sans doute pas tout à fait tort de prévoir qu'il n'y aura peut-être pas d'élection présidentielle à la fin de cette année. Si de Gaulle n'a pas la certitude de l'emporter pour le renouvellement de son mandat, on doit s'attendre à une de ces astuces qui lui permettra de demeurer à la tête de l'Etat.

Sa loi électorale municipale, en obligeant les partis à bloquer leurs listes dès le premier tour, avait pour but de discréditer ces partis en les obligeant à des coalitions variables selon les situations locales. En particulier, elle a obligé le parti socialiste à s'entendre ici avec les communistes et à repousser là toute alliance avec eux. Et il a fallu beaucoup d'habileté à Guy Mollet pour approuver Claude Fuzier à Paris et Gaston Defferre à Marseille, et à justifier ici l'exclusion de ceux qui refusaient de s'allier aux communistes, tandis qu'à Marseille sont exclus ceux qui précisément se sont inspirés de l'exemple parisien.

Hors ces incidents, rendus inévitables par la nouvelle loi électorale, le but avoué du gouvernement était d'instituer un bipartisme, qui n'aurait rien de commun avec ceux qui se pratiquent en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, où deux partis peuvent se succéder au pouvoir sans risque de trouble grave. Le bipartisme imaginé par l'U.N.R. a pour but, d'une part, de se servir du parti communiste comme d'un repoussoir, et, d'autre part, de le favoriser dans l'immédiat au détriment des autres partis.

Cette explication peut surprendre ceux qui prennent pour argent comptant tous les slogans démagogiques et s'imaginent qu'il y a opposition totale, absolue entre communistes et gaullistes.

N'oublions pas que, la tactique du parti communiste en France est toujours déterminée par les impératifs de la diplomatie russe et rappelons-nous que la politique étrangère de de Gaulle est totalement orientée depuis au moins deux ans, dans un sens qui ne peut être que fort agréable aux Russes, et nos communistes français reconnaissent que cette politique « *présente des côtés positifs que le parti est loin d'ignorer* ». Ajoutez que les « côtés positifs » de la politique gaulliste se multiplient depuis que notre « guide national » s'acharne à contrecarrer la politique américaine sur tous les plans et n'hésite même plus à s'entendre ouvertement avec Moscou, Pékin et Hanoï contre Washington.

Etonnez-vous, après cela, que le P.C. trouve des tas de défauts à Defferre et s'apprête à présenter un candidat qui ne pourra que favoriser la réélection de de Gaulle. M. Lecanuet, président du M.R.P., déclarait récemment : « Si j'étais dirigeant communiste, je désirerais que le général de Gaulle reste au pouvoir le plus longtemps possible, non seulement à cause de sa politique extérieure, mais parce que le bipartisme de l'U.N.R. valorise le parti communiste à l'intérieur ».

Contrairement à M. Lecanuet, nous ne pensons pas que, de cette conjonction apparemment paradoxale, du communisme et du gaullisme, ce sera le parti communiste qui sortira gagnant. De Gaulle se sert du communisme plus qu'il ne le sert. Et, dans l'immédiat, il est assuré d'une réélection à peu près certaine comme président de la République du seul fait de la présence d'un candidat communiste... si toutefois l'élection a lieu.

Après ? Eh bien ! après, la politique étrangère de l'Elysée peut toujours bifurquer sur une autre voie. Les changements d'orientation sont toujours possibles avec de Gaulle. Faut-il rappeler qu'il a pris le pouvoir au lendemain du 13 mai 1958 au nom de l'Algérie française et qu'il a usé de ce pouvoir pour imposer l'indépendance algérienne ? Faut-il rappeler qu'il avait promis de respecter les institutions républicaines et qu'il gouverne comme un monarque ? Faut-il rappeler enfin qu'il s'était proposé comme le chef de l'Europe organisée contre l'expansionnisme soviétique, alors que toutes ses initiatives depuis plus de deux ans, sont dirigées contre les Etats-Unis d'Amérique ?

L'accueil sympathique fait, ces derniers jours, au premier ministre britannique à Paris permet de supposer que l'on s'oriente vers une « entente plus cordiale ». De toute façon, le flirt actuel avec les pays communistes peut toujours prendre fin. Les motifs n'en manqueront pas le jour où on le voudra. Et les communistes français toujours à la remorque de l'Etat russe, ne tarderaient pas à redevenir les « séparatistes » contre lesquels des mesures de rigueur pourraient être prises.

Et alors, le parti communiste éliminé, les autres partis affaiblis et discrédités par un pouvoir qui dispose du monopole de la radio et de la télévision, nos libertés syndicales ne pèseraient pas bien lourd. M. Pompidou a déjà déclaré que des grèves comme celles de l'hiver dernier étaient « intolérables ». Et il a sans doute envisagé les moyens de ne plus les tolérer. C'est pourquoi nous pensons que la marche vers le parti unique dont la dernière loi électorale n'est qu'une étape, intéresse aussi le mouvement syndical.

F. CHARBIT.

F. O. DENONCE LA GRANDE INJUSTICE FISCALE

L'ABATTEMENT A LA BASE DE 20 % DOIT ETRE PORTE A 40 % EN FAVEUR DES SALARIES

Une conférence de presse organisée le 18 mars par la Confédération Force Ouvrière et le Syndicat général F.O. des Impôts vient de mettre en relief les profondes injustices de la fiscalité française.

Tout d'abord la place prise par la fiscalité indirecte sous forme de taxes diverses sur les produits est de plus en plus grande. Elle est, après l'Italie, la plus élevée du Marché Commun. Son incidence sur le budget des consommateurs, surtout les plus modestes, est excessivement lourde. Aucune enquête statistique précise n'a été faite jusqu'ici et F.O. insiste précisément pour qu'on y voie plus clair.

Autres constatations :

— Il n'existe aucun impôt annuel sur la fortune acquise et le prélèvement sur le capital s'amenuise (21,3 % en 1913 — 6,3 % en 1964).

— La part de l'impôt sur les Sociétés dans les recettes budgétaires a diminué de 27 % de 1959 à 1965 dans le temps même où le revenu s'accroissait de 45 %.

— Le nombre des contribuables soumis à la surtaxe progressive augmente régulièrement : sur 6.130.000 en 1962, 5.525.000 sont salariés. Alors que les gains des salariés représentent 51 % du revenu national des ménages, ils entrent pour 66 % dans les bases de l'impôt.

— Les commerçants, industriels et agriculteurs sont moins lourdement taxés : leurs bénéfices n'entrent que pour 27 % seulement dans le total des revenus soumis à l'impôt alors que leur part dans le revenu national s'élève à 36,5 %.

— Les revenus des capitaux n'entrent que pour 6 % dans les bases de l'impôt sur le revenu des ménages.

***

En résumé, les revenus non salariaux sont moins taxés que les revenus salariaux. La fiscalité française est plus favorable aux possédants.

C'est pourquoi, pour remédier dans l'immédiat à cette inégalité choquante, Force Ouvrière demande *que l'abattement à la base, c'est-à-dire la déduction de 20 % sur le montant des salaires* (dite « réfaction terminale ») *soit porté à 40 %*.

Il s'agit là d'un palliatif, pour parer au plus pressé.

Ce que Force Ouvrière exige, avec la plus grande insistance, c'est que la fiscalité française soit remise en ordre sans tarder et qu'une lutte soit engagée contre l'évasion fiscale aussi bien celle qui est légalement admise que celle qui constitue une véritable fraude.

Un appel commun des trois Fédérations des Industries Chimiques

APRES L'ECHEC DE LA COMMISSION PARITAIRE DU PETROLE

Les Fédérations C.G.T.-F.O., C.G.T., C.F.D.T. réunies à l'issue de la Commission Paritaire du Pétrole du 23 mars constatent :

— le refus systématique opposé par la délégation patronale à toute recherche d'un accord permettant la réintégration des 4 responsables licenciés par la Mobil-Oil et ce, en violation de la Convention Collective Nationale ;

— le rejet des revendications prioritaires :

— barème de salaires garantis sur la base de 3,25 F de l'heure au coefficient 100, ayant pour conséquence minimum une augmentation des salaires réels de 0,20 F de l'heure au coefficient 100 ; fixation de la rémunération mensuelle minimum à 720 F ;

— réduction de la durée du travail pour le retour aux 40 heures payées 48 heures ;

— garantie et extension des droits syndicaux.

Face au mépris affiché pour les organisations syndicales et au soutien apporté par l'U.C.S.I.P. à la direction de la Mobil-Oil, face à l'insuffisance scandaleuse des propositions patronales se limitant à une augmentation des salaires réels et minima de 2 % et à la fixation de la durée hebdomadaire du travail à 45 heures,

Les Fédérations C.G.T.-F.O., C.G.T., C.F.D.T. appellent leurs organisations de base et tous les travailleurs du pétrole à continuer et à intensifier les actions massives et actives, notamment par des arrêts de travail afin d'imposer la satisfaction des revendications, de garantir le droit syndical et d'obtenir la réintégration des 4 licenciés de Notre-Dame-de-Gravenchon.

Toutes les Organisations Nationales appellent, en outre, leurs syndicats et sections de base à exprimer leur solidarité financière en faveur des 4 victimes de la répression patronale.

POUR LE 1er MAI

Chaque militant syndicaliste qui s'inspire des idées que nous défendons doit préconiser, dans son syndicat, pour le 1er mai 1965 :

— **UN MEETING OU UNE MANIFESTATION, ORGANISES EN COMMUN** par F.O., F.E.N., C.F.D.T. et C.G.T. (si possible) ; par fidélité à la tradition du **1er MAI**, et aussi par une juste estimation de la situation sociale actuelle, les revendications suivantes doivent être mises en avant :

— **REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL avec maintien du revenu salarial ;**

— **ECHELLE MOBILE DES SALAIRES** avec la double indexation : **par rapport aux prix ; par rapport à la productivité ;**

— **Solidarité internationale : POUR DES SYNDICATS INDEPENDANTS DU POUVOIR,** dans tous les pays, et notamment **en Espagne et en U.R.S.S.**

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Une journée au M.S.U.D.
La réduction du temps de travail
La situation actuelle du syndicalisme en France

Le samedi 27 mars, le mouvement « pour un syndicalisme uni et démocratique » a réuni ses militants et ses sympathisants en une journée d'étude qui s'est tenue à Paris. On y a discuté, le matin, de *la réduction du temps de travail*, sur un rapport de Laurent Préciozi ; l'après-midi, de *la situation actuelle des syndicats en France*, sur un rapport de Denis Forestier.

Nous nous réjouissons ici que la question de *la réduction du temps de travail* ait enfin été portée à l'ordre du jour des débats publics du M.S.U.D. Il y a déjà deux ans que nos délégués au Conseil d'administration de cette association pour l'unité syndicale, avaient demandé qu'elle soit étudiée à fond comme un des problèmes actuels du mouvement ouvrier international. Dans le numéro de février 1963 de « la R.P. », on trouvera le plan de travail que nous avions présenté à la commission chargée d'élaborer un rapport sur la question. Ce plan fut d'ailleurs retenu et on a pu en retrouver les grandes lignes dans le document soumis à l'étude de cette journée du M.S.U.D. Son contenu fut développé et actualisé par Laurent Préciozi : réduction de la durée du travail sous tous les aspects où elle doit être examinée ; dans la journée, dans la semaine, dans l'année, dans la vie active ; prolongation du « premier âge » non productif, préparatoire à la production, mais pas seulement à la production ; aménagement des horaires et des loisirs du « deuxième âge » productif ; problèmes du « troisième âge », avancement de la retraite, pension minimale interprofessionnelle garantie. *Préciozi* répondit avec pertinence aux arguments des porte-parole du patronat et des technocrates du Plan qui remettent toujours à plus tard le temps où il sera « possible » de réduire la durée du travail. Pour les besoins de leur cause, ils raisonnent d'une façon statique, alors que les syndicalistes ouvriers abordent le problème d'une façon dynamique, dans le développement de la technique et de la productivité, développement dans lequel la revendication de *la réduction du temps de travail* joue d'ailleurs un rôle actif et positif.

La discussion fut nourrie, sur ce premier point. *Dupuy*, de la Fédération des techniciens, ingénieurs et cadres de la métallurgie, insista sur la nécessité d'opposer une doctrine positive aux arguments des adversaires. On peut maintenir l'expansion économique, même avec un temps de travail réduit, notamment en orientant l'économie vers les productions utiles, en freinant un certain gonflement excessif du « secteur tertiaire ». La vie de travail, la vie active doit être rendue « vivable ». Une camarade de la Banque de France posa la question de « l'égalité parfaite » des femmes et des hommes travailleurs et, aussi, celle du travail à mi-temps. La question fut reprise par *Sadik*, des Correcteurs, qui parla également du « travail noir » plus dangereux encore que les heures supplémentaires. « Les servitudes du transport » furent évoquées par *Morin*, de la Fédération autonome des fonctionnaires. Sur ce point, comme sur celui de l'aménagement de la journée et de la semaine de travail, *Cariou*, des Douanes, montra que la la situation est très différente à Paris et en province, et aussi suivant les classes socio-professionnelles. *Perrin* cheminot de la Fédération autonome des cadres, ayant posé la question de l'harmonisation nécessaire des horaires des écoliers avec ceux de la famille ouvrière, *Daubard*, qui représentait le Syndicat National des Instituteurs, lui répondit sur ce point. A son avis, dans l'enseignement, c'est plus sur les conditions de travail que sur sa durée qu'il faut faire porter la revendications. Pour *Decoudun* (de la Fédération des cadres des chemins de fer), c'est seulement par la modernisation que l'on peut arriver à la réduction des temps de travail à la S.N.C.F. *Martial*, représentant de la Fédération de l'Education nationale au Conseil économique et social, rappela la coalition qui se fit à ce Conseil économique contre le rapport du camarade *Charlot*, de l'Alimentation, favorable à la réduction du temps de travail. Nous devons opposer à cette coalition une revendication générale basée sur le calcul économique.

Le rapport de *Denis Forestier* sur la situation syndicale en France, plaça au premier plan ce qu'il appelle « l'éclatement de la C.F.T.C. ». Le pouvoir se dépêche, dit-il, de reconnaitre tous les attributs de la représentativité au tronçon restant soumis au confessionnalisme.

Pour Forestier, la C.F.D.T. est à la recherche d'une assise politique. Ce pourrait être une variété de « travaillisme » qui, dans les conditions françaises, ne pourrait que renforcer le confusionnisme de la gauche politique.

Le rapporteur met en évidence des mutations dans le comportement des travailleurs, des mutations aussi dans la classe dominante, notamment le développement d'un capitalisme d'Etat. Celui-ci, après avoir échoué dans l'intégration directe des syndicats, poursuit une intégration insidieuse. Il n'a pas abandonné son objectif d'institution d'un Conseil économique et social transformé en corps législatif. Toutes les organisations syndicales devraient refuser ce gâteau empoisonné.

La réunification syndicale est plus que jamais nécessaire contre les projets anti-syndicaux du pouvoir, mais l'orientation de la nouvelle C.F.D.T. ne la rend pas plus facile.

Bauchet, de la Fédération des cadres des chemins de fer, approuve dans l'ensemble l'analyse de Forestier. Cependant, il ne veut pas faire aux dirigeants de la C.F.D.T. un procès d'intention et il considère comme un facteur positif l'abandon déclaré par eux du pluralisme syndical, comme doctrine. Face à la réforme administrative, Bauchet se demande s'il ne faudrait pas, pour mieux l'affronter, modifier les structures syndicales ; créer par exemple des unions régionales correspondant aux nouvelles régions administratives.

Giauque, du Syndicat de la Construction, constate, sur le plan des régions, la mise en place du pouvoir autoritaire. Il constate aussi la carence syndicale. Le mouvement syndical doit « sortir » du Ve Plan, dit-il. Une organisation qui condamne le Plan ne peut participer aux Commissions d'application. Sur ce point très brûlant, une discussion s'engage avec *Daubard* qui craint les conséquences pratiques de la décision de « boycott », en raison surtout de la division syndicale. *Bauchet* déclare : la présence est admissible chaque fois qu'on peut changer une orientation ou obtenir une amélioration, mais comme « caution », elle ne l'est pas.

Sadik a posé la question : après le succès du 11 décembre, fallait-il aller au demi-échec des 27 et 28 janvier ? La C.F.D.T. ne peut être rendue seule responsable. Les obstacles à l'unité existent dans toutes les centrales. La C.F.D.T. se croit une vocation à attirer la masse des non-syndiqués. Il faut toujours rappeler ces deux conditions d'un syndicalisme attractif pour la jeunesse ouvrière : révocabilité des mandats syndicaux ; interdiction de leur cumul avec des mandats politiques.

***

Ces deux séances de travail du M.S.U.D. ne resteront pas sans écho. Nous aurons encore à discuter sur pièces quand seront établis et publiés les documents de synthèse. Qu'on me permette de poser une question sur cette transformation du Conseil économique en Sénat délibérant et légiférant.

Puisque, paraît-il, on n'en veut pas, je veux dire : puisqu'aucune centrale n'en veut — hormis peut-être la C.F.D.T., s'il faut en croire ses censeurs — pourquoi n'entend-on pas dire à haute et intelligible voix qu'*en aucun cas,* on ne participera à cette institution du pouvoir autoritaire, réalisation incontestable, éclatante de « l'intégration » que l'on dénonce ? Pourquoi ? Ne serait-ce pas parce que l'une ou l'autre des centrales *ne veut* faire cette déclaration, se réservant ainsi le droit de dire : « puisque l'autre y est allée, il faut bien que j'y aille ! »

Pourtant, n'est-il pas évident que cette institution du Sénat économique perdrait toute signification et toute efficacité si les quatre centrales syndicales ouvrières (ou même trois sur quatre) décidaient de la boycotter ?

Je me demande s'il n'y a pas derrière certaines déclarations farouches d'opposition et de refus, cette sorte de vertige attirant qui précède la chute dans de nouveaux fauteuils et le consentement satisfait à se laisser violer.

La conférence de Louis Mercier sur l'Amérique latine

Le samedi 13 mars, nous nous sommes retrouvés une soixantaine de militants pour écouter la conférence de *Louis Mercier* sur : « Luttes de classes et lutte pour le pouvoir en Amérique latine ». Notre ami sait de quoi il parle : il vient de passer trois ans dans les différents pays de l'Amérique du Sud.

Tout de suite il nous met en garde contre deux erreurs à ne pas commettre dans une étude sociale du continent latino-américain : d'abord, ne pas considérer l'Amérique du Sud comme un tout, comme un ensemble cohérent, alors que les situations y sont très diverses, que les conclusions que l'on croit devoir tirer de l'observation d'un pays — ou même d'une région de ce pays — ne sont plus valables pour un pays voisin. Ensuite : ne pas appliquer à notre étude, pourvu qu'on veuille y comprendre quelque chose, les schémas habituels de « l'intelligentsia » européenne « de gauche ».

Dans les structures sociales de ce continent essentiellement agricole, on ne retrouve pas une classe ouvrière sous son aspect européen ou nord-américain. Si, en Argentine, on peut trouver des similitudes avec l'Europe, rien de semblable dans la plus grande partie du Brésil, exception faite de la région industrielle de Sao-Paulo. Pas de classe ouvrière non plus en Equateur. Le seul trait commun à dégager est l'existence et l'importance d'une classe moyenne, ou plutôt de classes moyennes, car, là aussi, apparaissent les variétés et les contrastes. La caractéristique commune, c'est ce gonflement du « secteur tertiaire », terrain de fermentation des idéologies les plus diverses, de formation des équipes rivales pour la conquête du pouvoir, c'est-à-dire, en Amérique du Sud, pour la disposition de la plus grosse part du revenu national. Cette hypertrophie de la classe moyenne est particulièrement frappante en Uruguay où elle représente certainement plus de 30 % de la population active.

Il y a beaucoup d'états-majors disponibles pour la conquête du pouvoir ; on les trouve dans l'armée et dans les groupes d'intellectuels armés d'idéologies de rechange.

Un autre trait commun à l'ensemble du continent : une grande poussée démographique, la mobilité des populations d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre, le pouvoir attractif des grandes villes. On oublie trop souvent un changement très important : celui du rôle de l'Amérique du Sud dans l'économie mondiale. Elle est beaucoup moins exportatrice ; elle tend à consommer elle-même ses produits agricoles. C'est ainsi que l'Uruguay exporte de moins en moins de viande. Cette transformation économique entraîne, on le comprend immédiatement, des modifications générales, sociales et politiques.

Après cette vue d'ensemble, *Louis Mercier* laissa la paroles aux auditeurs pour des questions ou pour d'autres observations personnelles. *Proix* l'interrogea sur l'action de l'Eglise catholique, *Nicolas* sur le jeu communiste, comment il se manifeste en Amérique du Sud, sous ses trois aspects russe, chinois, cubain. *Rimbert* voudrait mieux saisir comment les intrigues de grandes puissances interviennent dans ces luttes pour le pouvoir. *Guyard* demande quelle est l'importance du mouvement anarchiste. *Sadik* voudrait savoir quelle est l'implantation franquiste et, aussi, quelle fut l'influence réelle de la visite du « Roi de France ». Un jeune camarade (je m'excuse d'avoir omis de noter son nom) demande ce qu'il en est des expériences de collectivisation agricole en Colombie. La camarade *May* pose la question du sort et du rôle de la femme. *Lemire* demande s'il y a du racisme en Amérique du Sud. *Hagnauer* parle des tournants de la politique économique à Cuba : industrialisation, puis reprise de la culture de la canne à sucre. *Riguidel* se félicite, pour sa part, de la séparation entre les masses et les intellectuels. *Gaston Leval* qui connaît bien l'Amérique du Sud, insiste sur ce point : les bases d'une économie moderne y manquent, principalement les sources d'énergie, et il faut bien reconnaître que l'infrastructure industrielle nécessaire est l'œuvre du capital étranger. Quant à *Michel Collinet,* il revient sur cette hypertrophie du « secteur tertiaire », cette importance de la classe moyenne, caractéristique de la société sud-américaine. On la retrouve partout avec son idéologie, ou plutôt avec ses idéologies d'importation C'est ainsi que l'Argentine ne compte pas moins de trois partis socialistes. *Collinet* signale le cas d'un président-directeur d'une des grandes entreprises d'Argentine — une des rares qui soient à peu près autonomes : tandis que ses ouvriers sont péronistes dans leur grande majorité, lui est trotskyste ! du moins n'a-t-il rien à apprendre sur le bolchevisme et ses avatars doctrinaux.

Louis Mercier a répondu à toutes les questions posées, notamment ceci : dans tous les pays qu'il a visités, la tactique du P.C. est intimement liée à la politique extérieure de l'URSS et aux relations économiques avec chacun des pays. A côté de multiples groupuscules dissidents, le parti communiste officiel est résolument conservateur. Cuba et la Chine n'ont de l'attirance que pour des groupes d'intellectuels. Les formules « anti-impérialistes » servent souvent de tremplins pour le pouvoir. Au Venezuela, les « maquis » ne sont pas paysans.

Il n'y a pas à proprement parler de racisme en Amérique du Sud, pas de ségrégation théorique, mais la situation de fait crée une ségrégation sociale. C'est criant pour les Indiens au Mexique et au Pérou. La tradition maintient un courant d'échanges avec l'Espagne franquiste ; elle maintient aussi « la femme au foyer » encore qu'on puisse distinguer des mœurs différentes selon les pays : matriarcat au Paraguay, alors qu'au Venezuela la femme abandonne facilement ses enfants.

La classe ouvrière, en certains de ses secteurs, porte toujours la marque de l'émigration européenne. Elle conserve le besoin et l'espoir d'une Internationale. On constate une évasion permanente des techniciens supérieurs vers les Etats-Unis et les autres pays industrialisés. Il faut mettre en valeur certaines initiatives ouvrières communautaires, telle la gestion directe du grand frigorifique du Montevideo.

R. GUILLORE.

Comment « Libération » fut liquidé une première fois

Dans notre numéro de décembre dernier, Nicolas Faucier *a commenté la liquidation du journal* « Libération », *qui était le dernier survivant de la presse issue de « la Résistance » et le dernier quotidien dit « progressiste ».*

Avec notre souci habituel de relier entre eux les événements plus ou moins éloignés dans le temps, et cette curiosité « historique » que l'on nous reproche parfois, nous avons retrouvé, dans « Le Journaliste », organe du Syndicat National des journalistes, et à la date de novembre 1948, *un article très intéressant dénonçant* « un scandale de presse ». *Quel scandale ? Une première « liquidation » au journal « Libération ». Mais, cette fois, l'opération était menée par M. d'Astier de la Vigerie lui-même, au profit du parti communiste et dans des conditions telles qu'elles provoquèrent, comme vous allez en juger, les protestations des organisations syndicales de journalistes.*

Il ressort de tout cela que M. d'Astier de la Vigerie a été puni par où il avait péché.

UN SCANDALE DE PRESSE

Depuis le mois de février 1948, M. d'Astier de la Vigerie, président du Conseil d'administration et directeur général de *Libération,* recherchait, de concert avec les éléments les plus « avancés » de *Franc-Tireur,* les moyens de submerger sa Rédaction, jugée insuffisamment « progressiste », avec une équipe communisante.

La première étape fut une augmentation de capital qui eut pour effet de réduire la part des premiers actionnaires, les créateurs de *Libération* clandestin.

Maniant le mensonge avec l'assurance d'un grand seigneur parlant à des « vilains », M. d'Astier de la Vigerie assura à sa Rédaction alarmée par les échos soulevés par ses pourparlers, que l'intention qu'on lui prêtait relevait de la plus pure fantaisie. Ce qui ne l'empêcha pas de proclamer un peu partout, devant le refus de sa Rédaction de s'engager dans la voie « démocratique populaire » : « Au mois d'octobre j'aurai de l'argent, et je mettrai les récalcitrants dehors ».

Le mois d'octobre est arrivé. M. d'Astier de la Vigerie a eu de l'argent (lequel ?), et tenant pour une fois ses promesses, a « mis dehors » l'équipe qui, le 19 août 1944 ,avait créé son journal, et avec elle ceux qui l'avaient préparé dans la clandestinité.

Voici comment :

Cependant que MM. Georges Vallois et Marcel Fourrier, suivis de 22 rédacteurs de *Franc-Tireur* quittaient avec éclat ce journal, mettant à exécution le plan concerté avec M. d'Astier de la Vigerie, ce dernier gardait le silence. Le 9 octobre, l'*Humanité* publiait le manifeste des 24 dissidents de *Franc-Tireur.* Le 11, paraissait dans le même journal l'article de M. Marcel Fourrier, affiché sur tous les murs de Paris : « Pourquoi j'ai quitté *Franc-Tireur* ».

C'est ce jour-là, lundi 11 octobre, que M. d'Astier de la Vigerie réunissait toute la Rédaction de *Libération,* lui exposait la fusion avec les dissidents de *Franc-Tireur,* vantait les avantages financiers de l'opération, sans donner, au demeurant, de précisions sur l'origine des fonds, et annonçait des compressions indispensables, compressions faisant suite à un renvoi de 13 collaborateurs, dont notre camarade Morel, chef de la rubrique sociale, renvoi effectué le 29 septembre pour des raisons d'économie, mais en réalité pour préparer l'opération.

Le même jour, M. d'Astier de la Vigerie annonçait l'envoi à chaque rédacteur, d'une lettre de congédiement, et le réengagement de la plupart d'entre eux par la nouvelle société. Il demandait, enfin, que lui soit remise la liste de ceux qui désiraient quitter le journal, à la suite du changement d'orientation qui devait suivre l'opération, promettant que les indemnités prévues par la loi seraient versées aux partants.

24 rédacteurs demandèrent à partir. Parmi eux, le directeur, Raymond Manevy, le rédacteur en chef Claude Martial et tous les chefs de service, Jean Fabiani, Tournoux, Clavaud.

Recevant ces derniers, un à un, M. d'Astier de la Vigerie insista pour qu'ils continuent leur collaboration. Directeur, Rédacteur en chef, Chefs de service répliquèrent qu'ils ne pouvaient accepter de rester en « otages » à leur poste, chacun étant « coiffé » par un nouvel arrivant de stricte obédience « progressiste ». Ils firent observer que la plus élémentaire correction leur interdisait de rester, alors que tous leurs collaborateurs seraient congédiés, et se refusèrent à couvrir de leur nom, qui devait figurer sur les affiches de lancement, une opération politique qu'ils n'approuvaient pas.

M. d'Astier de la Vigerie retira alors sa promesse et déclara qu'il ne saurait admettre la « clause de conscience », et que ceux qui voulaient partir n'avaient qu'à démissionner purement et simplement.

Le 13 octobre au soir, M. d'Astier de la Vigerie prétendit faire paraître en première page un éditorial affirmant que *Libération* « continuait » tout en annonçant le renouveau du journal. La Rédaction aussitôt réunie, votait la grève immédiate par 30 voix et 2 abstentions, sur 32 présents. A 9 heures du soir, une trêve était conclue. L'éditorial était retiré, et la Rédaction reprenait le travail. Promesse était faite de rechercher le lendemain les bases d'un accord pour « la liquidation » des partants.

Le 14, au matin, de laborieuses négociations s'engageaient entre la Direction et les représentants de la Rédaction. Très vite elles apparurent sans issue avec M. d'Astier de la Vigerie. C'est alors qu'intervint M. Aubrac, membre du Conseil d'administration. Un projet d'accord fut accepté par lui vers 4 heures, dont les modalités étaient les suivantes : Admission de la clause de conscience, paiement des 65 % de l'indemnité aux partants en 4 mensualités à dater du 30 octobre, les 35 % restants devant être réglés le 31 décembre 1949. Les difficultés de trésorerie, dont on verra plus loin le caractère illusoire, empêchaient un règlement immédiat, affirmait la Direction.

La Rédaction accepta cet accord, mais à 8 heures, fidèle à sa tactique coutumière, M. d'Astier de la Vigerie remettait tout en question. A ce moment la tension était à son point culminant. L'équipe de M. Marcel Fourrier était dans un bar du boulevard Poissonnière, prête à rééditer le coup du *Front National.* L'équipe de *Libération* prête à résister était décidée à la grève.

C'est alors que se produisit le coup de théâtre. Le « financier » de M. d'Astier de la Vigerie, ainsi que ce dernier le nomma, mystérieux financier que tutoyait le camarade d'Astier, proposa de verser les 60 % des indemnités dues, comptant, en billets de banque, le soir même, pour solde de tout

compte et moyennant la démission des partants.

A bout de nerfs et de patience, pour éviter de violents incidents, la Rédaction accepta. A 11 heures du soir, dans cette maison sans « trésorerie », disait M. Bine, administrateur à la solde de M. d'Astier de la Vigerie, une valise contenant 4 millions de francs en liasses neuves de 100.000 francs, arrivait, et immédiatement commença la remise des lettres de démission contre versement des 60 % calculés approximativement.

Et l'équipe de *Libération*, à minuit, était complètement liquidée. Place nette était faite aux dissidents de *Franc-Tireur* et à quelques journalistes en chômage, profitant de l'aubaine.

Il va sans dire que se refusant à accepter une telle violation du statut des journalistes les « 19 » partants, usant de la loi du 8 octobre 1946, demandent le paiement des 40 % qui leur restent dus.

Il leur restera à apprendre à titre d'épilogue d'une des plus typiques affaires de presse depuis la Libération, comment M. d'Astier de la Vigerie sera « liquidé » à son tour, dans le délai de deux mois (1) qui se sont fixé, presque publiquement, M. Georges Vallois et ses 23 fidèles collaborateurs.

UNE MOTION DU SYNDICAT DES JOURNALISTES C.F.T.C.

Le Syndicat des Journalistes Français (C.F.T.C.) en plein accord avec le Syndicat National des Journalistes sur la situation faite à 19 rédacteurs de Libération, *s'associe à la motion diffusée par le S.N.J. et réprouvant les violations de la loi du 29 Mars 1935, appuiera également les instances de ces confrères devant la juridiction compétente, en vue d'obtenir l'application de la Loi.*

UN ORDRE DU JOUR DU SYNDICAT DES JOURNALISTES « FORCE OUVRIERE »

Le Bureau National du Syndicat des Journalistes Force Ouvrière, réuni le 28 octobre 1948, après avoir pris connaissance des conditions dans lesquelles les journalistes du journal *Libération* ont été licenciés le 8 octobre :

— souligne la façon dont la loi de 1935 s'avère absolument inefficace au moment où elle doit être appliquée.

— demande que les journalistes licenciés, qu'ils soient sous la contrainte ou qu'ils fassent jouer la clause de conscience, perçoivent la totalité de leurs indemnités.

— considère comme nulle et non avenue la lettre de démission adressée par les journalistes licenciés à leur directeur et arrachée au personnel licencié.

— appuiera toute action que les journalistes licenciés seraient appelés à porter devant les tribunaux conjointement avec les autres organisations syndicales.

— fait appel à tous les directeurs de journaux pour l'embauchage par priorité des journalistes licenciés abusivement, contrairement à tous les usages de la profession et suivant des méthodes dignes du putsch politique et de la dictature qui le suit.

UN ORDRE DU JOUR DU SYNDICAT DES JOURNALISTES DU MOUVEMENT SOCIAL

Le Bureau du Syndicat des Journalistes du Mouvement Social s'associe pleinement à la protestation formulée par le Bureau du Syndicat National des Journalistes au sujet du licenciement d'une importante fraction de la Rédaction de *Libération.*

Il stigmatise l'attitude de la Direction de ce Journal dont les procédés n'ont rien à envier à ceux qu'utilisaient, vis-à-vis de leurs collaborateurs, certains potentats de la « presse pourrie » d'avant-guerre.

Il constate, avec autant d'indignation que de regret, que des journalistes professionnels, se prétendant attachés plus que tous autres à la cause syndicaliste, n'ont pas hésité, dans un intérêt personnel, à adopter une position contredisant ses principes essentiels en se substituant à des camarades dont ils avaient provoqué le renvoi et laisse aux membres de la profession le soin de qualifier de telles pratiques.

Pour le Bureau et par ordre.
3 Novembre 1948.

Le Secrétaire Général.

LA DEROBADE DU SYNDICAT C.G.T.

Le Bureau du Syndicat National des Journalistes avait également envoyé au Syndicat C.G.T. l'ordre du jour qu'on a pu lire ci-dessus.

Le 6 novembre, notre Secrétaire Général a reçu une lettre de J.-M. Hermann répondant à côté de la question et faisant grief à notre groupement d'envisager, « pour la première fois, officiellement, une unité d'action avec les autres organisations ».

J.-M. Hermann précise : « *quant au cas que tu me signales, il nous est difficile de nous prononcer sur le fond, bien qu'à première vue et selon les informations que nous avons pu recueillir, la version qui y est implicitement exprimée soit contestée de divers côtés.*

Jusqu'à présent nous n'avons été saisis de l'affaire par aucun de nos confrères et il semble que parmi les intéressés ne figure aucun membre de notre Syndicat. S'il devait en être autrement, sois assuré que nous procéderions à l'étude de son cas avec toute la diligence que nous avons l'habitude de manifester en de telles occasions. »

Nous livrons ces appréciations au jugement de tous nos camarades de bonne foi...

JOURNALISTES LICENCIES PAR LE JOURNAL « LIBERATION »

Eugène MOREL, Guy BEAUCAMP, d'AUTREMONT, Robert DESTEZ, Lucienne AUBIN, Mlle SIFFERT.

JOURNALISTES AYANT QUITTE « LIBERATION »

Irène ALTMAN, Sylvain CLOUZET, Alexis DANAN, René DUPUY, Paul GERIN, Jean GRUNEBAUM-RHEIMS, Simone HARMEL, Yves HUGONNET, Gaston LAUNAY, Jean MANEVY, Jean-Henri MORIN, René PARI, Louis PIGNAULT, Jean SONKIN, Jean FABIANI, Daniel CLAVAUD, Raymond MANEVY, Claude MARTIAL, Raymond TOURNOUX, René BAROTTE.

LE SAMEDI 15 MAI A 15 HEURES
78, rue de l'Université - métro Solférino
Salle Neumeyer (dite « Salle des Nymphes »)
L'Union des Syndicalistes et
« la Révolution Prolétarienne »
vous invitent à une **CONFERENCE-DEBAT**
sur le sujet :

LA PRESSE ACTUELLE ET LE DROIT A L'INFORMATION

C'est NICOLAS FAUCIER
auteur du livre
édité par Editions Syndicalistes

LA PRESSE QUOTIDIENNE
Ceux qui la font ; ceux qui l'inspirent
qui traitera le sujet

A cette conférence et à la discussion qui suivra sont cordialement invités tous ceux qui sont intéressés, par leur activité professionnelle ou à quelque titre que ce soit, aux problèmes de l'information : les journalistes, les ouvriers de la presse écrite et parlée, les militants qu'inquiètent les techniques actuelles de « conditionnement » des lecteurs de journaux et le vieux problème non résolu des maîtres réels de la presse.

NOTA : A cette occasion **Nicolas FAUCIER** signera son livre **« La Presse quotidienne »** édité par la Coopérative **Les Editions Syndicalistes.**

(1) En réalité, le délai a été, non de deux mois, mais de seize ans !

L'ÉVÉNEMENT DU MOIS...

L'événement du mois dernier a été la réponse apportée par Johnson à la question que les événements lui avaient posée le mois précédent : quitter l'Indochine ou entamer la conquête de la Chine ?

Après, semble-t-il, pas mal d'hésitations, le président des Etats-Unis s'est prononcé pour le second terme de l'alternative : l'extension de la guerre jusqu'à la conquête de la Chine — le Vietnam du Nord n'étant, bien entendu, qu'une étape intermédiaire. L'empire atlantico-pacifique est donc en train de chercher son achèvement.

Bien entendu, cela ne veut pas dire qu'il le trouvera. La Chine est un morceau qui sera dur à avaler, même avec l'aide de Tchang-Kai-Chek !

Prévoir les péripéties de cette guerre me paraît impossible, tellement nombreux et contradictoires sont les facteurs qui entreront en jeu. Voici seulement, en vrac, quelques points qu'il me semble intéressant de noter.

— D'abord, l'inconnue des fusées anti-aériennes.

Voilà quelque deux mois que la flotte aérienne des Etats-Unis se livre, sans grands dommages pour elle, semble-t-il, à des raids destructifs sur le Nord-Vietnam.

Or, il existe aujourd'hui dans l'arsenal militaire, une arme qui semble bien être capable d'abattre une proportion suffisante d'avions de bombardement pour rendre la continuation de raids aériens pratiquement impossible ; cette arme est la fusée sol-air. Fusée qui a non seulement une grande portée, mais qui est munie d'une « tête chercheuse » qui fait se diriger l'obus de lui-même sur son objectif, dès qu'il en est suffisamment près.

Que ces fusées soient efficaces, il n'y a guère à en douter puisque les Américains ont pratiquement abandonné l'idée d'opérer leurs bombardements atomiques par avions et comptent désormais exclusivement sur leurs fusées intercontinentales pour délivrer bombes A et bombes H.

Or, la Russie, d'après ce que l'on sait, possède un grand nombre de ces fusées sol-air et elle a promis à Ho Chi-Minh de lui en envoyer. Dès que celles-ci seront arrivées les Américains risquent fort de tomber sur un bec, et il est probable que les raids aériens américains ne pourront être poursuivis.

Washington serait alors obligé ou de s'avouer vaincu, ou de gravir un nouveau pas dans l'escalade : envoyer toute une armée, une armée de *fantassins*, pour combattre Vietnamiens, et au besoin Chinois, hommes contre hommes. Ou bien encore, passer directement à un grand coup par exemple, détruire Pékin, Shangaï, etc., au moyen d'un tir atomique effectué soit depuis des navires de guerre, soit depuis la base d'Okinawa — autrement dit, rééditer le coup d'Hiroshima et de Nagasaki.

— Autre problème qui, lui aussi, est d'ordre militaire.

Si, pour sauver Hanoï et Pékin, ce qui lui est nécessaire pour conserver sa position dans le monde, la Russie se trouve obligée d'intervenir, directement, avec sa propre armée, et non seulement en livrant des armes au Vietnam, en quel lieu interviendra-t-elle ?

Il me semble peu probable qu'elle intervienne en Asie. Il est, en effet, bien difficile de soutenir une guerre majeure contre un ennemi puissant, à des milliers de kilomètres de son territoire. Il n'est pas vrai que « l'intendance suit » ; tout au contraire, c'est l'intendance qui commande, car aujourd'hui plus que jamais c'est du matériel et des munitions que tout dépend ; aussi ne peut-on s'engager en des lieux où l'on ne peut faire parvenir matériel et munitions, et hommes aussi, qu'au compte-gouttes.

Si la Russie est acculée à frapper, ce que, pour le moment, elle ne désire certes pas, ce n'est donc que là où elle dispose à profusion de matériel, de munitions et d'hommes qu'elle le fera, c'est-à-dire en Europe.

Elle pourrait être d'autant plus tentée de le faire que si les Français n'étaient pas très chauds en 39 pour aller se battre pour Dantzig, ils le sont encore bien moins aujourd'hui pour aller se battre... pour Saïgon, et il en est de même, certainement des Italiens, des Belges, des Hollandais, des Norvégiens, et aussi des Anglais, et voire même aussi des Allemands.

Quelques bombes bien placées, exclusivement placées sur des camps américains d'Allemagne, accompagnées d'une déclaration spécifiant bien que ce n'est pas à l'Otan, ni à l'Europe, ni même à l'Allemagne de l'Ouest qu'on en veut, mais exclusivement aux Américains, et que ces bombes ne sont qu'une réponse aux tonnes de bombes que les avions américains déversent sur les Vietnamiens, feraient sans doute apparaître l'isolement de Washington. Un isolement qui lui donnerait sans doute à réfléchir avant de riposter, d'autant plus qu'il lui faudrait riposter là même où son armée est attaquée, c'est-à-dire sur la frontière où les forces américaines disposent de la plus faible supériorité.

— Dernière observation, d'ordre politique cette fois.

La décision de Johnson lui a manifestement été dictée par le Pentagone. Au cours des semaines précédentes, le Pentagone n'avait cessé d'exercer une pression considérable sur le Président.

Son porte-parole habituel, le journaliste Joseph Alsop, avait presque accusé Johnson de trahison s'il ne prenait pas la détermination d'attaquer le Nord-Vietnam. Cette guerre, disait Alsop, n'est plus seulement une guerre entre deux Etats étrangers dans laquelle nous soutenons l'un d'entre eux, c'est devenu « notre » guerre, notre propre guerre, la guerre de l'Amérique, et elle doit être conduite comme telle ; avec tous nos moyens et toutes nos ressources. Si nous ne l'engageons pas, ce sera la plus grande honte que l'Amérique aura jamais connue !

C'est à cette pression, cette pression des « brass-hats », comme disent les Américains, des « culottes de peau » comme nous dirions en français, qu'a cédé Johnson, mais la contre-pression, la contre-pression des civils, qui s'était, elle aussi, fortement manifestée avant la décision de la Maison-Blanche n'a pas complètement disparu, bien que par « patriotisme » beaucoup des opposants aient mis une sourdine à leurs critiques. Des sénateurs influents, comme Mansfield, chef du groupe démocrate du Sénat, et Fulbright, président de la commission sénatoriale des Affaires étrangères, qui avaient, avant la décision présidentielle, combattu ouvertement toute extension de la guerre, se sont tus ; seul l'intrépide sénateur Morse a continué ; il n'a pas hésité à accuser en plein Sénat l'administration américaine d'être intervenue à Saïgon la première avant Hanoï, en y installant un gouvernement de son choix, celui de Ngo Dinh-

Diem ; mais Morse a parlé... devant des banquettes vides.

Par contre, la presse tient le coup.

Le journaliste qui est considéré depuis longtemps comme l'oracle américain en matière de politique étrangère, Walter Lippman, continue à écrire de temps en temps des articles, plus nuancés certes que précédemment, mais qui sont tout de même encore suffisamment nets : il n'ose plus demander le retrait des troupes américaines d'Indochine, mais il accuse encore le gouvernement américain d'avoir une politique qui ne conduit à ren.

D'autre part, le *New-York Times* qui est peut-être le journal américain qui fait, comme l'on dit, le plus autorité, a consacré tout un long article à attaquer la politique de Johnson, et quelques jours plus tard il publiait une déclaration de nombreuses « personnalités » protestantes et catholiques réclamant le retrait des troupes américaines du Vietnam, et l'ouverture de négociations.

De tout cela on peut déduire sans trop de risques d'erreur, que Wall Street (j'entends par là l'ensemble du monde des affaires) est contre la guerre.

Wall Street contre Pentagone. Les deux grandes puissances des Etats-Unis s'affrontent.

La raison de ce conflit est que les deux groupes d'hommes se placent chacun à leur point de vue pour apprécier les risques que l'extension de la guerre comporte.

Wall Street se place au point de vue politique. L'empire atlantique n'est pas encore suffisamment cimenté pour qu'une guerre, une guerre majeure, une guerre dont le caractère impérialiste sue par tous les pores, ne risque pas de le faire éclater. D'ailleurs, pensent ces messieurs, rien ne presse ! La conquête de la Chine n'est pas pour l'instant nécessaire au développement de l'économie américaine qui fonctionne présentement à toute vapeur, même sans le marché chinois. Donc, attendons !

Le Pentagone, lui, se place au point de vue militaire.

Il y a un peu plus de trois ans, j'indiquais que pour le moment il n'y avait plus rien à craindre de la Russie. Je rappelais (R.P. de novembre 61 et de mars 62) que d'après des prévisions antérieures du Pentagone, la Russie devait avoir dans les premières années de la décennie 60 une supériorité sensible sur les Etats-Unis en ce qui concerne le **nombre de** fusées intercontinentales nucléaires, mais que cette prévision ne s'était pas réalisée ; les années 60 avaient commencé sans que la Russie ait sensiblement plus de fusées intercontinentales que l'Amérique, et comme celle-ci allait désormais en produire en abondance, ce serait bientôt elle qui l'emporterait et largement en armement atomique.

La conclusion était donc que la Russie allait maintenant se tenir tranquille ; finies les revendications sur Berlin, il ne serait plus question de Berlin-Ouest « ville libre », ni de retrait des troupes alliées **de Berlin.**

Et, en effet, c'est à partir de ce moment que l'attitude de la Russie a changé du tout au tout : non seulement plus question de Berlin, mais des homélies sans fin sur la « coexistence pacifique » remplacèrent la « guerre froide ». Donc le monde allait commencer à respirer !

Mais c'était là oublier le revers de la médaille.

Ce revers de la médaille était que l'Amérique étant désormais assurée de sa supériorité nucléaire, supériorité qui n'a fait que croître au cours de ces dernières années (on parle maintenant de mille fusées intercontinentales et Polaris en Amérique, tandis que la Russie en compterait à peine quelques centaines), ça allait être maintenant l'Amérique qui allait devenir belliqueuse !

Et cela d'autant plus que, pour les militaires, le temps presse.

Ils disposent pour l'instant d'une supériorité nucléaire certaine, mais pour combien de temps ? Bientôt, sans aucun doute, la Russie, même si elle possède moins de fusées que l'Amérique en aura tout de même assez pour pouvoir couvrir tout le territoire des Etats-Unis ; d'autre part, il se peut toujours que les Russes fassent une découverte dans le domaine de la balistique qui leur confère, au moins pour un temps, la supériorité sur l'Amérique.

Voilà pourquoi, à la différence de Wall Street, le Pentagone est pressé : il faut battre le fer quand il est chaud.

Et voilà pourquoi, si les Russes ont cessé d'être des emmerdeurs, ce sont maintenant les Américains qui le sont.

...ET LA LACHETÉ DU MOIS

Ainsi que nous l'avons dit à plusieurs reprises, la caractéristique des partis socialistes européens, et tout particulièrement de leurs dirigeants, est la lâcheté.

C'est le parti socialiste allemand qui, le premier, a étalé publiquement sa lâcheté, lorsque Severing, ministre socialiste prussien de l'Intérieur, disposant de la police et de toute l'administration de l'Etat prussien, ainsi que de l'appui de la majorité de la classe ouvrière, se rendit à Hitler sans combat, à la première sommation.

Quelques années plus tard, ce fut au tour du parti socialiste français, dont les reniements, par lâcheté, se succédèrent durant vingt ans presque sans interruption : d'abord Blum qui, en 37, alors qu'il est président du Conseil, accepte d'établir le blocus de l'Espagne républicaine en guerre contre ses généraux, afin de ne pas déplaire aux conservateurs britanniques ; c'est ce même Blum qui, onze ans plus tard, entrera en guerre contre le Viet-Minh par peur des colonialistes français, et c'est son digne successeur Guy Mollet, qui décrétera une mobilisation partielle de l'armée française pour satisfaire les pieds-noirs d'Algérie, puis opérera le débarquement de Suez afin de satisfaire les actionnaires de la Compagnie du canal.

Un parti semblait pourtant avoir résisté plus ou moins jusqu'ici à la contagion : c'était le parti travailliste britannique ; eh ! bien, il vient de perdre cette singularité, d'un seul coup Wilson a égalé, voire même dépassé Severing, Blum et Guy Mollet.

Pour complaire à Washington, ce représentant d'un parti qui s'était toujours, jusqu'ici, distingué par son pacifisme (il alla jusqu'à mettre à sa tête un pacifiste intégral, George Lansbury) et par son anti-colonialisme (c'est lui qui donna l'indépendance à l'Inde, déclenchant ainsi tout le processus de décolonisation de l'empire britannique), ose approuver l'action du Pentagone en Indochine !

A cette guerre qui est la plus typiquement impérialiste qui soit, et qui, par surplus, risque

par son extension continue de conduire à une guerre mondiale, le chef du Labour Party britannique a apporté publiquement et à plusieurs reprises son appui.

Il n'a même pas trouvé un mot de regret pour les procédés extraordinairement barbares dont usent les Américains : il fait s'étendre longuement l'un de ses sous-ordres sur la relative innocuité des gaz lacrymogènes employés au Vietnam, mais il n'a pas un mot pour flétrir l'emploi des bombes à phosphore blanc, la plus terrible des armes car elle condamne, plus encore que le napalm, à la mort la plus affreuse : être brûlé vif. Et qu'un général américain ose dire publiquement aux journalistes de Saïgon qu'il compte bien que la journée ne se passera pas sans que tous les « durs à cuire » qui composent un régiment du Viet-Cong soient réduits à l'état de « barbecue », ne l'émeut pas !

Mieux encore ! il ose faire présenter par son ministre des Affaires étrangères, cette défense singulière de l'action américaine contre le Vietnam du Nord : les Américains sont en état de légitime défense en raison de l'« incident » du golfe du Tonkin !

Vous vous rappelez cet incident qui fut, en effet, le prétexte du premier raid américain au delà du 17e parallèle : des navires américains qui croisaient dans le golfe du Tonkin au milieu des îles vietnamiennes qui parsèment le golfe essuyèrent le feu de canonnières vietnamiennes qui estimaient que ces navires avaient pénétré dans les eaux territoriales de l'une de ces îles.

Je ne sais, et personne ne sait, pas plus Wilson ou son ministre des Affaires étrangères que moi, si ce bateau américain se trouvait ou non dans les eaux territoriales du Vietnam du Nord, mais, même s'il n'y était pas, estimer qu'une telle « attaque » légitime les tonnes de bombes, de napalm et de phosphore qui ont été déversées depuis lors par des centaines d'avions sur le territoire du Vietnam du Nord, c'est vraiment faire preuve d'un toupet que seul un ministre des Affaires étrangères, britannique et travailliste par surcroît, peut avoir !

Et tout cela par lâcheté ! Car il est bien certain qu'au fond de leur cœur, Wilson, Stewart et tous les membres du Labour Party, même ceux situés le plus à droite, condamnent l'action américaine. Mais ils se croient obligés de dire le contraire parce qu'ils n'osent pas contredire Washington de crainte que, sans son appui financier, ils ne soient obligés de dévaluer la livre sterling !

Dévaluer la livre sterling, vous parlez d'une catastrophe ! Depuis le temps lointain où elle valait une livre d'or, et même depuis 1931, la livre a été dévaluée maintes fois, et l'économie anglaise ne s'en est jamais, à chaque fois, trouvée plus mal ; au contraire !

Il est vrai qu'à côté de l'économie, il y a le « prestige ». Or, même cela est une bêtise : Est-ce que de Gaulle a vu diminuer son « prestige » lorsque, à peine arrivé au pouvoir, il a dévalué le franc ?

Mais, inutile d'essayer de convaincre ces messieurs : ils ont peur même de leur ombre.

Wilson avait un grand rôle à jouer. S'il avait fait preuve de la même fermeté que celle dont fit preuve Eisenhower à l'égard de Eden lors du débarquement de Suez, ou même de celle dont vient de faire preuve Pearson, le ministre conservateur du Canada, s'il avait condamné publiquement l'« escalade » de la guerre indochinoise, non seulement il demeurait fidèle à la politique traditionnelle de son parti, mais il empêchait toute extension du conflit, car, réduite à elle-même, dans la crainte d'avoir à affronter seule, sans le concours de l'Europe, la moitié du monde, la Maison-Blanche n'aurait pas osé poursuivre sa politique de provocation et de férocité à l'égard de l'Asie.

Mais, éviter la guerre, qu'est-ce que c'est que cela, je vous le demande, en regard du sauvetage de la livre sterling !

En vérité, je vous le dis, l'Internationale socialiste sera connue dans l'histoire comme l'Internationale de la lâcheté... et de la bêtise.

R. LOUZON.

P.S. — La première partie de cette note risque fort d'être dépassée par les événements quand elle paraitra. Ceux-ci, en effet, vont vite. Au moment de poster ma copie, j'apprends l'entrée en scène des Mig nord-vietnamiens.

5 avril 65. — R.L.

> **La victoire repose sur la production des armes.**
>
> ENGELS.

Parmi nos LETTRES

LE DESIR D'UNITE

De E. PASQUET, de Bergerac :

Après avoir lu l'article de Rimbert dans le numéro de février de la « R.P. » au sujet de l'Unité syndicale, je crois bon de vous communiquer la lettre qui a été adressée le 10 février 1965 à toutes les centrales syndicales par le Comité intersyndical de Bergerac.

Rimbert pense que le Comité de coordination pourrait être créé d'abord à l'échelon central, puis fédéral, pour s'étendre progressivement à tous les échelons.

Les organismes centraux seraient, à notre avis, portés davantage vers la création de ce Comité de coordination si, de tous les coins de France, leur parvenaient des lettres reflétant le désir des militants de base.

Si ces Comités intersyndicaux existent dans beaucoup de localités, c'est qu'à cet échelon on veut que l'unité se fasse, sans qu'on en ignore les difficultés.

C'est au sommet que l'on trouve la résistance. Elle cédera si les militants de base savent se faire entendre.

AUX SECRETAIRES GENERAUX
DE LA C.G.T., de F.O., de la C.F.D.T.,
DE LA F.E.N.

Cher Camarade,

Nous t'informons de l'existence à Bergerac depuis 1958, d'un Comité intersyndical groupant toutes les tendances représentées dans cette ville.

Ce Comité demande impérativement à chaque centrale de tout mettre en œuvre pour réaliser dans les délais les plus brefs la réunification syndicale prêchée sans résultat depuis trop de temps.

Par ailleurs, le Comité :

— souligne sa volonté d'aboutir rapidement ;

— dénonce les atermoiements éventuels des responsables nationaux susceptibles de faire échec à l'unité exigée par la base.

La grève du 11 décembre a été un succès incontestable, celle du 27 janvier a permis de déceler une certaine lassitude devant la périodicité de grèves rituelles.

En plus des raisons financières, nous avons senti chez nos camarades une inquiétude devant des mots d'ordre, suivis parfois de contre-ordres. Les directives nationales n'étaient pas nettes et cela a provoqué un certain flottement.

Nous pensons qu'il serait souhaitable d'envisager à l'échelon national la création d'un organisme confédéral chargé de la préparation en commun des mouvements futurs. Il est nécessaire devant le malaise ressenti à la base, de faire l'unité d'action et de trouver de nouvelles formes de lutte.

Le Comité Intersyndical de Bergerac.

L'ALLIANCE SYNDICALE OUVRIÈRE EN ESPAGNE

En février 1964, le menuisier Francisco Calle, le métallurgiste Mariano Pascual et le typographe José Cases sont arrêtés à Barcelone. Ce sont trois militants de la Confédération Nationale du Travail, en même temps que responsables de l'Alliance Syndicale Ouvrière, l'un sur le plan national, l'autre pour la Catalogne, le troisième comme imprimeur de matériel de propagande.

En août 1964, leur procès s'ouvre à Madrid devant le *Tribunal de Orden Publico*, créé par la Loi de Décembre 1963, et dont la compétence correspond aux délits de subversion, de perturbation de l'ordre public, d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat, etc.

L'accusation dénonce les trois travailleurs comme coupables d'extrémisme et de conspiration, notamment pour avoir tenté de reconstituer la Confédération Nationale du Travail d'une part, de créer l'Alliance Syndicale Ouvrière d'autre part. La défense est assurée par des avocats considérés comme chrétiens de gauche et socialistes démocratiques. La salle est comble et nombreux sont les membres du Corps diplomatique et les journalistes de la presse étrangère.

Au terme du procès, Francisco Calle est condamné à six ans et quatre mois de prison ; Mariano Pascual à trois ans et trois mois ; José Cases à 5 ans.

Il y a eu, depuis la fin de la guerre civile, des milliers d'autres détentions, des centaines d'autres procès suivis de presqu'autant de condamnations. Pourtant, ce procès-là marque une nouvelle phase dans la longue lutte qui se poursuit entre le régime franquiste et ses opposants. Pour la première fois en effet, les accusés se défendent d'avoir voulu perpétuer ou réorganiser une association clandestine ancienne — la C.N.T. — et affirment que les faits qui leur sont reprochés correspondent à une tentative de former une association qui ne tombe pas sous le coup des textes répressifs en vigueur et qui, bien que non reconnue, ne peut cependant être considérée *a priori* comme illégale.

La défense déclare notamment : « On prétend ici que l'A.S.O. et une autre organisation sont choses identiques bien que portant des noms différents. Mais ces hommes nient qu'il s'agisse de C.N.T. et affirment qu'il s'agit d'A.S.O. Et cela n'est pas une invention puisque la police ellemême parle de la présence de chrétiens dans l'A.S.O. Il reste donc à démontrer que la présente association est semblable à celles que la loi condamne »

Et aussi : « Qu'ont dit les accusés ? Simplement qu'ils ont conservé l'esprit de la C.N.T. ; mais qu'ils n'ont commis aucun acte qui puisse être attribué à une organisation ancienne... Ils ont tenté de fonder l'A.S.O., qui n'est pas semblable à la C.N.T., ni ne peut être confondue avec les socialistes, car il s'agit d'une chose neuve. Ils se sont mis en relation avec ceux qui sont influents dans les milieux ouvriers et se sont convaincus qu'il fallait rompre avec la conception d'une opposition limitée à des socialistes, ou à des chrétiens. La seule exclusive qu'ils prononcent concerne les éléments totalitaires. »

Encore : « Pour eux, agir dans l'esprit de la C.N.T. ne signifie pas autre chose que vouloir défendre les travailleurs pour le bien de la société et du pays ; suivre les principes de solidarité, de fraternité et d'amour qui sont communs aux socialistes, aux chrétiens et aux anarchistes. »

Et, enfin : « Comme preuve évidente que l'A.S.O. n'a rien à voir avec la C.N.T. orthodoxe et extrémiste, c'est que la création de l'A.S.O. a signifié, tant pour les socialistes que pour les anciens CNTistes, la rupture avec l'exil de Toulouse... »

Sur la question des contacts internationaux qu'avaient pris les responsables de l'A.S.O., la défense insista sur le caractère libre et démocratique (C.I.S.L. et C.I.S.C.) des organisations syndicales approchées, et sur le refus de répondre aux avances des centrales de tendance communiste.

LE PACTE DE DEPART

Avant de suivre l'évolution des formes de lutte en Espagne, et de tenter de comprendre la situation fort complexe des forces ouvrières d'opposition, il est utile de donner ici le texte qui marque la naissance de l'Alliance Syndicale Ouvrière Nationale, et qui est signé par les délégations nationales de l'UG.T. et de la C.N.T. de l'Intérieur :

« Les délégations nationales de l'U.G.T. et de la C.N.T. d'Espagne, désignées par les centrales syndicales respectives, dans le but de mettre sur pied une alliance d'action antifranquiste et ouvrière, pour coordonner la lutte pour la liberté et l'amélioration constante et émancipatrice de la classe ouvrière espagnole, se sont réunies et déclarent avoir abouti à une complète entente ; elles signent le *Pacte d'Action Ouvrière* défini ci-dessous :

1° La C.N.T. et l'U.G.T. d'Espagne constituent un organisme qui s'appellera Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne, pour coordonner l'action de la classe ouvrière espagnole contre la dictature franquiste qui l'opprime.

2° Cet organisme d'alliance disposera d'un comité de coordination qui sera son représentant pour tout ce que comporte le pacte d'action ouvrière.

3° Le Comité de Coordination sera formé par des représentants des deux organisations signataires, qui se répartiront les fonctions par périodes de six mois, alternativement.

4° L'Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne se donne comme objectif principal celui de contribuer par l'action de la classe ouvrière espagnole, à abattre le régime franquiste et à établir, en commun avec les autres secteurs d'opposition au régime, un système de liberté et de démocratie pour que le peuple espagnol puisse choisir son destin en pleine souveraineté.

5° Comme conséquence de ce qui précède, l'Alliance Syndicale Ouvrière s'emploiera à créer un vaste front conspiratif antifranquiste auquel elle apportera tout son appui et le concours de ses meilleurs militants.

6° L'Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne défendra au sein de cet organisme antifranquiste l'idée de remplacer le régime actuel par un régime provisoire qui administrera la nation pour une période déterminée et consultera le peuple espagnol suivant les plus grandes garanties démocratiques, pour lui permettre de choisir les institutions futures de l'Espagne.

7° L'Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne s'efforcera en même temps de déclencher et d'orienter les luttes de type revendicatif immédiat, pour l'amélioration constante de la vie des travailleurs, sur le terrain économique, pour les conditions de travail, et dans le domaine moral.

8° L'Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne s'emploiera par tous les moyens à ce que le régime futur se construise en tenant compte de la nécessité d'une profonde révolution dans l'ordre politico-social et économique, pour que l'Espagne sorte de son état retardataire et de l'actuelle injustice sociale. L'Alliance Syndicale Ouvrière sera : « Plus de devoirs sans droits, plus de droits sans devoirs. Liberté et justice sociale. »

9° Les organisations ouvrières qui signent le présent pacte d'action ouvrière, tout en conservant intacts leurs programmes et doctrines propres, s'efforceront d'établir, au moyen de l'Alliance Syndicale Ouvrière, un climat de fraternité prolétarienne qui permettra d'aboutir, à une date non lointaine, à la fusion en une seule centrale syndicale pour mieux défendre les intérêts de la classe ouvrière espagnole.

10° L'Alliance Syndicale Ouvrière d'Espagne établira des relations avec tous les mouvements internationaux démocratiques qui sont disposés à aider le peuple espagnol dans son combat de libération, contre le système dictatorial de Franco. »

Bien que les termes de cet accord fussent assez semblables à ceux de l'Alliance établie par les organismes représentatifs de l'U.G.T. et de la C.N.T. *en exil*, le fait nouveau était là : c'étaient les comités nationaux de l'Intérieur — C.N.T. et U.G.T. — qui l'avaient signé, comme étant seuls qualifiés pour décider de la tactique à choisir. Il marquait la rupture entre les directions de l'intérieur et celles de l'exil. La presse de l'émigration alla jusqu'à publier une déclaration où le pacte d'alliance signé par les militants de l'intérieur était dénoncé...

DE LA TACTIQUE A LA THEORIE

Depuis, l'évolution a été rapide. Ce qui était le produit de circonstances est devenu matière doctrinale.

Dans une brochure intitulée « Nuestras Raices » (nos racines) les animateurs de l'A.S.O. exposent leurs points de vue non seulement sur une méthode de combat syndical, mais encore interprètent l'ensemble de l'histoire ouvrière espagnole, définissent le caractère du syndicalisme ibérique, esquissent une politique ouvrière pour demain.

Donnons-leur la parole :

Les origines de la scission ouvrière et donc de la faiblesse ouvrière, remonteraient aux luttes entre partisans de Marx et partisans de Bakounine, luttes de caractère idéologique dont « le champ de bataille fut le mouvement ouvrier déjà organisé en syndicats » Mais bien que pendant un demi-siècle le mouvement ouvrier agit en étant divisé, il aspira toujours à l'unité. Le vieil espoir serait aujourd'hui réalisable.

« L'Alliance syndicale ouvrière a surgi avec cette prétention fondamentale : unir la classe ouvrière en une seule organisation de classe, en marge des influences politiques et confessionnelles, attentive seulement à ses propres décisions prises librement dans ses congrès et dans ses assemblées. »

Il n'est pas question de nier « la politique », mais bien de séparer les deux domaines. « Nous croyons que les partis politiques, même les partis de classe, ne peuvent ni ne doivent se substituer à l'organe authentique d'expression de la classe travailleuse et bien moins encore le dominer et le soumettre. Cet organe démocratique de la classe ouvrière, cette institution fondamentale du monde ouvrier est le syndicat ; instrument de lutte aujourd'hui, base de reconstruction sociale demain. C'est à partir de cette affirmation que nous désirons parvenir à l'unité. »

Ce sont là des points de vue qui se rattachent à la tradition syndicaliste la plus pure, mais qui condamnent explicitement et la main-mise du parti socialiste sur l'U.G.T. et la tutelle idéologique des anarchistes sur la C.N.T. Le texte n'est plus le reflet d'une entente entre deux organisations, réunissant les thèmes communs, mais bien l'expression d'un point de vue d'une nouvelle organisation.

L'orientation et la tactique des organisations exilées sont critiquées : « Sans liens véritables avec le monde du travail dans leur propre pays, ces groupements tendaient à orienter leurs débats en fonction du passé, et non des luttes constantes, sociales et économiques, du présent et de l'avenir. » L'Alliance Syndicale organisée dans l'exil — imposée par la C.I.S.L. à l'U.G.T., impulsée par la base dans la C.N.T. — n'était qu'un simple cartel ou pacte, comme en d'autres circonstances. Ce n'était pas et ce ne pouvait pas être un accord syndical répondant aux réalités du monde du travail en Espagne.

A l'intérieur il y eut — disent les auteurs de la brochure — une réaction de la part des anciens cadres de la C.N.T. et de l'U.G.T., las de n'être considérés que comme les correspondants de l'exil pour des négociations politiques. Les militants affirmèrent leur autonomie, leur droit à déterminer le sens de leur action, et celui de ne voir dans l'exil que des forces qui devaient se rallier à l'œuvre commune.

Mais le pacte d'Alliance syndicale ouvrière, conclu entre représentants de l'U.G.T. et de la C.N.T. de l'intérieur, déclare que le but, l'un des buts, est l'unification des deux centrales. Cette perspective, plus ou moins lointaine dans le texte, se révèle immédiate dans les faits. Les rédacteurs de « Nuestras Raices » l'expliquent comme suit :

« L'idée primitive de l'Alliance Syndicale Ouvrière formulée par la C.N.T., l'U.G.T. et la S.O.C.C. (Chrétiens travailleurs de Catalogne) était un accord entre *directions syndicales* clandestines qui s'engageaient à lutter en commun en faveur de la fusion. Cette idée continuait en réalité à reposer sur une notion fausse, sur une illusion. Il n'y avait pas en Espagne d'authentiques « directions syndicales » pour la simple raison qu'il n'y avait pas de syndicats. Il existait des cadres de valeur, avec une grande expérience, des anciennes organisations C.N.T. et U.G.T. Mais créer des syndicats revenait, en fait, à fonder des syndicats par profession, comme cela s'est toujours passé. C'était donc sur les lieux de travail que la dispersion pouvait être surmontée, où les forces syndicales pouvaient être reconstituées même sous une forme embryonnaire. Et c'est ainsi que cela se fit. De cette façon, l'A.S.O. fut ce qu'elle devait être réellement : un processus d'unification syndicale qui allait se cristallisant en pleine lutte ouvrière, ce qui n'aurait jamais pu se produire si l'on avait maintenu la fiction, nécessaire antérieurement, des « directions syndicales ».

« Comment le dilemme trouva-t-il sa solution ? Simplement comme toujours lorsque ce sont les faits qui imposent la solution. Les premiers travailleurs à se réunir furent les métallurgistes. Seule une minorité avait appartenu aux vieilles U.G.T. et C.N.T. ; les autres étaient simplement des militants ouvriers, beaucoup d'entre eux « contacts » ou « jurés d'entreprise », avec quelques militants de la J.O.C. et des « Hermandades » ouvrières chrétiennes De leur sein, dès les premières réunions à Madrid, Barcelone, Bilbao et Saragosse, surgit la même clameur : non, il ne s'agit pas de réorganiser ni l'U.G.T. ni la C.N.T. Eux étaient l'A.S.O. L'A.S.O. réunissait dès le début les deux anciennes organisations, mais elle était quelque chose de différent, une organisation nouvelle, une synthèse des meilleures traditions de l'une et de l'autre, assainie de l'erreur qui avait frustré l'effort séculaire du monde ouvrier — la division — née de la première confusion de Fanelli entre A.I.T. et Alliance Bakouniniste, et d'une identique confusion chez Lafargue entre A.I.T. et parti marxiste... »

En réalité, l'A.S.O. se présente dès à présent comme le noyau de la future centrale syndicale unitaire, et revendique « l'immense appareil de la C.N.S. — la centrale syndicale verticale franquiste — avec ses locaux, ses universités ouvrières, ses organismes de sécurité sociale, ses centres de loisirs ». Contrairement à la tactique de l'exil et de nombreux groupes de l'intérieur qui ont toujours été adversaires de la politique de présence ou d'infiltration au sein des « verticaux », les militants de l'A.S.O. estiment que les « enlaces » et « jurados » ont constitué et constituent, pour les récentes années, le seul organe toléré d'autodéfense des travailleurs. « Organes sans pouvoirs, incapables même de remplir effectivement leurs fonctions, mais qui, peu à peu, apprennent les tâches qui leur reviennent : connaitre les problèmes de l'entreprise, diriger la lutte ouvrière pour obtenir des améliorations, affirmer le désir permanent de la gestion économique... »

Le moment est venu, dit la Fédération Sidérométallurgique — sans doute l'organisation A.S.O. la plus agile et relativement la mieux structurée — d'exiger : « que commence immédiatement le processus de libération ouvrière et de démocratisation syndicale ; cela implique comme première mesure que toutes les fonctions et tous les emplois soient soumis à élection par les ouvriers ; que parallèlement et en toute liberté, il soit procédé à des élections dans toutes les institutions sociales et économiques comme les coopératives, mutuelles, caisses de retraite, etc. ».

DE LA FORMULE TACTIQUE A LA REALITE

Quelles sont les forces réelles de l'A.S.O. ? Il semble qu'elle dispose effectivement de noyaux de militants dans la métallurgie catalane, et qu'elle travaille à crée des structures dans les industries minières, l'imprimerie, l'alimentation, la construction, les transports, le textile et l'enseignement. Elle fait parler d'elle dans la presse officielle, elle diffuse des tracts, elle appelle à manifester.

Ce ne peuvent être que des cadres, se recrutant aussi bien parmi les anciens militants des organisations traditionnelles que chez les activistes des courants chrétiens, chez les élus de base des syndicats officiels. Le travail d'organisation est donc d'une extrême difficulté et exige une grande souplesse.

Quels sont les obstacles ? Outre les noyaux liés à l'exil, et qui continuent de revendiquer la « légitimité » des organisations de l'émigration, il y a également dans les centres régionaux clandestins de l'U.G.T. et de la C.N.T., voire parmi les tendances chrétiennes sociales qui marquent tel ou tel centre de la péninsule, une certaine réticence à dépasser l'idée d'alliance entre organisations ouvrières, pour lui substituer celle d'une nouvelle centrale. Pour ces militants syndicalistes de formation libertaire, socialiste ou chrétienne, tous très critiques en ce qui concerne l'exil, tous décidés à réviser, et même fondamentalement, leurs conceptions, ne rejetant aucune tactique ou aucune formulation théorique d'avance, il reste qu'aucune définition doctrinale engageant l'avenir ne peut être prise aujourd'hui, avant que les travailleurs n'aient la possibilité de s'exprimer librement et de définir leur opinion après avoir eu les moyens de s'informer. Si bien qu'à Madrid par exemple, militants chrétiens, libertaires et socialistes se concertent et s'entendent — mais pas sous le signe de l'A.S.O., c'est-à-dire pas comme porte-parole d'une nouvelle confédération — mais comme représentants de courants syndicaux divers, travaillant en bonne harmonie, en attendant le moment de pouvoir normalement, démocratiquement, redéfinir les voies, les moyens et les doctrines d'un mouvement syndical authentique.

Dans sa volonté de se servir des poussées ouvrières qui se manifestent au sein même des syndicats dits « verticaux », l'A.S.O. rencontre évidemment des concurrents. C'est en premier lieu diverses fractions de l'appareil syndicalo-phalangiste, qui, elles aussi, prennent leurs précautions pour le cas où le régime s'écroulerait. Mais c'est également le réseau communiste qui a toujours attaché un soin particulier à s'introduire dans la bureaucratie syndicale officielle et à noyauter les organismes de direction.

Si bien que le réveil des luttes ouvrières, condition et résultat d'un certain adoucissement de la répression, la tendance à la réactivation d'une certaine vie syndicale sont des manifestations qui suscitent dix interprétations, provoquent autant de déclarations de « droit de propriété »

LES SITUATIONS NOUVELLES

Depuis 1945, c'est-à-dire depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, et malgré son existence marginale, l'Espagne s'est en partie transformée. Depuis quelques années, cette évolution s'est accélérée. Des industries nouvelles ont été implantées, des centres industriels neufs se sont développés. Ainsi, Madrid est aujourd'hui un important centre de métallurgie. Et quand il est question de désigner des centres de promotion et de développement bénéficiant de détaxes et de crédits, ce sont des villes comme Burgos et Valladolid en Castille, la Corogne et Vigo en Galice, Séville et Huelva en Andalousie, ou Saragosse en Aragon qui sont les bénéficiaires, et non plus les régions traditionnellement industrielles comme la Catalogne.

Au type d'usines modernes, installées dans des régions jusqu'à présent peu industrialisées, correspond un type de travailleur nouveau, qui doit affronter des problèmes de façon pragmatique, sans recours à aucune tradition. L'ouvrier spécialisé, c'est-à-dire le servant de machine, n'est pas passé par la phase de l'apprentissage, ni par conséquent par l'école de l'ancien militant. C'est donc à partir de l'organisation — obligatoire — de laquelle il est membre, qu'il découvre les questions sociales.

De même, les travailleurs qui s'en vont dans les pays d'Europe, en Allemagne, en Suisse ou en Belgique, en France ou en Hollande, ramènent des conceptions syndicales qui n'ont rien d'idéologique.

Ni l'exil, ni les groupes de l'intérieur intéressés avant tout par la « conspiration » antifranquiste, ne peuvent polariser les mécontentements ou les espoirs qui naissent de la vie quotidienne, à l'usine, sur les lieux de travail. Sous cet angle, il est évident que le langage de l'A.S.O. touche les salariés plus directement que les articles rédigés à Toulouse.

Pourtant, la mise en théorie du « bon sens » présente également ses dangers. S'il est vrai que l'unité ouvrière est préférable à la division, la proclamation de l'unité n'élimine nullement les facteurs qui détruisent, sapent ou exploitent cette unité. S'il est logique de penser que la classe ouvrière espagnole aura besoin de réviser de fond en comble ses formes d'organisation et de les adapter à des situations transformées, est-il pour autant nécessaire de jeter aux orties ce qui demeure — après un siècle de luttes parfois terribles et après vingt-cinq années d'activité clandestine qui coûtèrent des milliers de victimes — des forces C.N.T. et U.G.T. ? La tradition libertaire, la tradition socialiste, ce ne sont pas seulement des initiales et des cachets de caoutchouc. Ce sont aussi des manières de penser et d'agir, des comportements et des formes d'organisation.

En bref, il se pose aujourd'hui — et ce n'est pas un problème théorique — un choix difficile. L'A.S.O., intimement mêlée à la vie syndicale, telle que celle-ci se manifeste chaque jour au sein même du monde du travail, demande que l'on tire dès à présent les leçons d'un passé lointain et proche, et que l'on crée et définisse dans l'action la confédération indépendante dont la classe ouvrière espagnole a besoin. Cet appel émane de lutteurs issus les uns de la C.N.T., les autres de l'U.G.T., et surtout de jeunes militants ,produits de l'Espagne nouvelle. Cet appel est rendu possible par le fait que, pour la première fois depuis longtemps, l'aide internationale — celle de la F.I.O.M. en particulier — va directement aux organisations de l'intérieur au lieu de se perdre dans les machines de l'exil. Mais cette aide généreuse conduit les bénéficiaires à s'affilier à des internationales qui ne sont pas nécessairement le reflet des conceptions exposées en Espagne. La *Siderometalurgica* est déjà adhérente à la F.I.O.M., ce qui n'est pas un mal en soi mais constitue une prise de position que les travailleurs chrétiens et les ouvriers libertaires auraient sans doute aimé examiner plus à fond et en d'autres conditions. Même chose évidemment pour les affiliations aux confédérations internationales.

Demain, les appareils internationaux joueront à fond pour que l'Espagne évolue dans le sens de leurs intérêts ou de leurs conceptions. Communistes, Internationale socialiste, mouvements d'action catholique disposeront de moyens humains et financiers considérables pour influencer le peuple espagnol.

L'exil a certes perdu l'occasion de perpétuer le fil de la tradition ouvrière, par excès de formalisme organisationnel, et en rompant le contact avec les nouvelles générations d'une Espagne en mouvement. Il n'est pourtant pas trop tard, pour ceux qui placent le peuple espagnol au-dessus de leurs querelles de clan. Il n'est pas trop tard pour se mettre à la disposition des militants libertaires qui sont un des éléments constituants de l'A.S.O. Il n'est pas trop tard pour leur fournir ce dont ils ont besoin : moyens d'information, éditions, contacts internationaux, aide matérielle.

L'Alliance Ouvrière est un confluent. Nous pouvons faire en sorte que, dans ce brassage, la lucidité et l'expérience libertaires soient décisives.

Louis MERCIER.

Du Vietnam à l'Eldorado

L'UNION SACRÉE CONTRE LES ETATS-UNIS

En développant sa politique antiaméricaine, l'Elysée sait qu'il peut compter sur la complicité des chefs du « séparatisme » communiste. Comment en serait-il autrement quand Paris joue ouvertement de l'U.R.S.S. contre les U.S.A. ou de la Chine populaire contre les U.S.A. ? Ce qui est essentiel, c'est d'isoler l'Amérique. Et s'il faut ranimer le nationalisme de la Droite, alimenter l'anticapitalisme ou le pacifisme de la Gauche, les trompettes des anciens staliniens s'y emploieront plus efficacement que les clichés de l'éloquence élyséenne.

L'ESCALADE AMERICAINE AU VIETNAM

L'affaire du Vietnam illustre admirablement le schéma de l'opération. La presse d'information et la presse d'opinion s'accordent avec les journaux de la Radiodiffusion et de la Télévision, soigneusement orientés. Que d'aucuns condamnent les criminels de Washington, que d'autres s'inquiètent de la progression des initiatives américaines... ce n'est là que spécialisation et division du travail.

Il y a ceux qui dénoncent purement et simplement l'agression américaine contre un peuple libre. Il y a ceux qui fort habilement (tel Claude Julien dans *le Monde* du 31-3-65) rapprochent « l'escalade »... de l'affaire de Sakhiet qui, en 1958, fut à l'origine de la longue crise politique aboutissant au coup d'Etat du 13 mai. En a-t-on perdu le souvenir ? Le gouvernement français fit bombarder la ville-frontière tunisienne pour détruire un centre de formation des « rebelles algériens »...

Il y a enfin ceux qui — néo-munichois — souhaitent des négociations entre les deux Etats vietnamiens, ou plutôt entre les U.S.A. et la Chine populaire.

Ce n'est pas par ironie que nous les qualifions ainsi. Nous comprenons leurs craintes, semblables à celles qui nous animaient en 1938. Ne pas accepter la fatalité de la guerre. Se résigner à une stabilisation... même provisoire, même si l'on s'installe dans l'injustice, si l'on accorde une prime à la force...

LES IMPERATIFS DE LA LOGIQUE

Nous reprenons encore nos avertissements passés... déçus de n'entendre jamais de réponses pertinentes aux questions que nous posons aussi simplement que possible. La discussion reste vaine, si l'on part d'un postulat ou plutôt d'une vérité... « révélée ». Les U.S.A., c'est l'impérialisme capitaliste, même dissimulé sous la mystification démocratique. L'U.R.S.S., hier, la Chine aujourd'hui, c'est la Révolution socialiste ou anticolonialiste. Certes, le conflit entre les deux géants du Communisme complique les données. Aussi quel soulagement, lorsque l'un et l'autre se retrouvent dans le même camp. On ne s'attarde pas à commenter les obstacles dressés par Pékin sur les voies terrestres, maritimes, aériennes par lesquelles les secours de l'U.R.S.S. parviendront aux victimes... du « colonialisme américain ». Voilà qui rappelle exactement le veto de Staline opposé en 1944 aux parachutages anglo-américains dans Varsovie révoltée, écrasée par les troupes hitlériennes, cependant que les armées soviétiques stoppaient leur offensive et attendaient l'arme au pied. Rapprochement édifiant. Ce qui comptait, c'était l'intégration de la Pologne dans l'empire stalinien. Ce qui compte aujourd'hui, c'est la soumission du Vietcong à l'influence chinoise. Qu'importent... de vagues humanités !... (1)

Il est difficile de ruser en cette conjoncture. Si l'on était animé vraiment par la solidarité des exploités et des opprimés, si l'on était vraiment convaincus de l'agression américaine, on s'indignerait de la trahison d'un gouvernement dit socialiste, paralysant l'aide au Vietcong. C'est trahir aussi que commercer avec l'Afrique australe, férocement raciste, boycottée par tous les Etats africains. C'est encore trahir que provoquer la persécution des communistes indiens pro-chinois, en les dénonçant au gouvernement. Les intellectuels, si prompts à s'animer au nom de la logique formelle, qui s'affirment solennellement pour la Paix, pour l'Union des défenseurs de la Liberté, ne sont guère troublés par ces accidents — pas plus qu'on ne l'est, dans les réminiscences historiques, par le pacte Hitler-Staline.

Car, si l'on s'en tient au postulat préalable, il n'y a pas à démontrer la malfaisance américaine (voyons, c'est une vérité première)... On peut au contraire s'étonner qu'elle soit parfois défaillante. Si le Vietnam du Sud est colonisé par Washington, pourquoi ces conflits publics, ces coups d'Etat, ces improvisations, ces manifestations tumultueuses et contradictoires ?. Pourquoi surtout ces initiatives prises par les formations militaires ? Sans doute parce que le peuple vietnamien, las d'une guerre rarement interrompue depuis 20 ans ,s'abandonnerait facilement au « lâche soulagement » de la servitude. Qu'on le comprenne... qu'on l'approuve même... mais que l'on ait l'élémentaire probité de définir exactement une capitulation « excusable » ?

DIX ANS APRES LA PAIX DE GENEVE

La paix signée à Genève, le 21 juillet 1954, aurait été violée par le Vietnam du Sud et les Etats-Unis En soi, l'accusation est absurde, car justement ces deux Etats ne comptent pas parmi les signataires. Mais le traité impliquait *l'évacuation des forces militaires vers leurs zones respectives, l'interdiction de toutes représailles, l'organisation d'élections générales en juillet 1956 afin de réaliser l'unité du Vietnam. Libérés immédiatement, les prisonniers de guerre et les internés civils étaient autorisés à choisir la zone où ils voulaient s'installer. Droit accordé sans restriction à tous les Vietnamiens.* Notons ici que si le Vietnam à direction communiste avait incontestablement mené la guerre contre la France — tous les Vietnamiens, même anticommunistes, réclamaient l'indépendance politique totale. Le premier gouvernement Diem se constitua d'ailleurs contre l'ex-empereur Bao-Daï, vassal de la puissance colonisatrice, et se révélait nettement hostile à l'administration française Il y donc, dès la première année de paix, deux Etats vietnamiens, comme il y a deux Etats allemands, deux Etats coréens...

Or, à la date du 25 juillet 1955, *819.131 réfugiés passèrent du Nord au Sud, contre 4.792 dans*

---

(1) La presse nassérienne publie, le 7 avril, des déclarations de Mao-Tse-Toung aux visiteurs arabes. Il y est dit : « *que les peuples ne doivent pas être effrayés par les pertes de vies humaines. La Chine a perdu 20 millions d'hommes pour sa libération. Mais la population s'est accrue. Donc le pays ne souffre pas de ces pertes.* »

l'autre sens. Et cela après la victoire militaire de Ho-Chi-Minh.

Impossible d'ailleurs d'établir d'exactes statistiques. Car, malgré son engagement formel, le gouvernement d'Hanoï usa de la force la plus arbitraire et la plus sanglante pour retenir les transfuges. On nous rappelle, entre autres faits, ce qui s'est passé le 12 novembre 1956 dans la province de Nqhé-An, district de Quyn-Lun. Déjà, trois jours auparavant, les habitants d'une bourgade ayant sollicité de la Commission internationale de contrôle (présidée par un Indien, composée d'un Canadien et d'un Polonais) son intervention afin d'obtenir la libération des déportés et la liberté d'option, furent victimes des représailles du Vietminh. Le 12 novembre, les habitants de Can-Truong, réunis pour protester contre les exactions commises au cours de la réforme agraire et réclamer les droits formulés dans le traité de Genève, subirent un terrible « ratissage » que l'armée communiste étendit à quatre villages. *Il y eut plusieurs centaines de morts (hommes, femmes, enfants), et plusieurs milliers de déportés.* Ces faits ont été rapportés par 19 évadés du convoi « concentrationnaire ». Dans de telles conditions, on comprend ce que signifie l'implantation du « Vietcong » dans les zones aujourd'hui disputées.

Avant d'invectiver les Américains, il conviendrait de connaitre les témoignages des équipes d'enquêteurs envoyées par la Commission internationale de contrôle dans le Nord et le Sud du Vietnam. On nous dit que l'Armée du Vietminh qui comptait 7 divisions et 199.200 hommes lors de la paix de Genève atteignait en 1960 un effectif de 20 divisions de 350.000 hommes, plus une milice populaire de 200.000 hommes. On nous dit aussi que de septembre 1953 à juin 1959, on a découvert 3.561 dépôts d'armes clandestins laissés dans le Sud par les troupes du Nord. Et la Commission, en juin 1962, attribuait à l'Etat politique et militaire du Nord, toute la responsabilité de la guerre du Sud (2).

Tout cela s'expliquerait par une volonté révolutionnaire, de même caractère que celle du F.L.N. en Algérie ? Nous avons dit à l'époque que nous ne confondions pas le peuple algérien avec le seul F.L.N., et nous avons affirmé notre solidarité avec l'opposition messaliste.

Mais de telles réserves ne suffisent pas pour accepter l'analogie entre l'affaire de Sakhiet et « l'escalade » américaine au Vietnam du Nord. Il s'agissait bien alors d'une révolution algérienne contre la puissance colonisatrice. Et la Tunisie indépendante, tout en affirmant sa légitime solidarité avec le peuple frère du Maghreb, n'était nullement engagée dans la guerre contre l'Occident.

Au Vietnam, il s'agit d'une guerre menée contre l'Etat du Sud par l'Etat du Nord. C'est l'affaire de Corée qui recommence. Et Ho-Chi-Minh — dont le passé méritait un autre destin — est soumis à Mao-Tse-Toung comme le vassal coréen l'était à Staline. Il est facile de parler de « néo-colonialisme américain ». Des marxistes ne pourraient-ils nous démontrer que l'impérialisme américain entend utiliser l'ex-Indochine pour y exporter ses marchandises, ou ses capitaux, pour y ramasser de super-profits ? Jusqu'à présent on voit bien ce que le Vietnam coûte aux Etats-Unis. On voit mal ce qu'il leur rapporte. N'est-ce pas au-delà des survivances coloniales, la politique de « containment » pratiquée en Asie du Sud-Est comme en Europe occidentale. Il s'agit de stopper la progression chinoise.

(2) Ce fut à la majorité, le délégué polonais votant contre ces conclusions. Mais peut-on douter de l'impartialité du délégué indien... non engagé ?

LE SORT DU PEUPLE VIETNAMIEN

Le gouvernement de Saïgon aurait refusé la proposition d'élections générales en 1956, ayant pour but de consacrer l'unité du Vietnam Et pour cause ! disent les commentateurs français de toutes obédiences !... Une majorité communiste, ou dominée par les communistes, sortirait du scrutin. C'est possible. C'est même probable... A la condition que la population du Vietnam-Nord — majoritaire — vote, comme on vote en URSS et dans les démocraties populaires — que les « maquis » du Vietnam-Sud restent soumis à la pression du Vietcong.

Le 16 juillet 1955, le gouvernement de Saïgon proclamait « *... que si les élections constituent l'une des bases de la vraie démocratie, elles n'auront de raison d'être qu'à la condition d'être absolument libres* ».

Le 26 avril 1958, le gouvernement de Saïgon formula les conditions « sine qua non » d'élections réellement libres. Voici les principales :

1° *Que Hanoï laisse partir les 92.319 personnes et les 1.955 familles désireuses de se rendre dans le Sud et dont les demandes avaient été enregistrées à la C.I.C.*

2° *Une réduction contrôlée des effectifs militaires de l'Armée du Vietnam-Nord.*

3° *Promulgation au Nord des mêmes libertés démocratiques que dans le Sud.*

A la même date, Saïgon demandait que la population du Nord puisse travailler en toute liberté et améliorer son niveau de vie tombé à un point jamais atteint jusqu'ici. Les cartes d'alimentation qui subsistaient encore en 1958 et en 1962, subsistent encore probablement. Les gaullistes, communistes, nationalistes ou pacifistes si prompts à déplorer le désordre et la misère dans le Sud restent fort discrets quant aux conditions de vie dans le Nord. C'est dommage. Car les victoires militaires ne suffisent pas pour démontrer... « le socialisme du régime ». Des désastres dans l'agriculture, la faillite de tous les plans gouvernementaux... ce sont là des réalités qui se décèlent à travers les confessions des dirigeants. Ce n'est pas là un élément d'appréciation négligeable.

Nous n'avons pas à conclure.. Nous laissons à nos amis toute liberté de choix. Mais nous ne voulons pas être dupes de campagnes soigneusement dirigées, où se réalise dans les faits, sinon dans les mots, la collusion du gaullisme et du post-khrouchtchevisme. La paix qui éviterait le pire dans l'immédiat ? Soit, même si cela aboutit à un neutralisme aussi aberrant qu'au Cambodge et au Laos. Mais si l'on veut mêler à cela la défense des peuples opprimés, nous avons le droit de classer les oppressions, selon leur lourdeur et leur gravité...

En vérité, ce qui devrait provoquer notre indignation, c'est, sous les phrases de condescendance ou de solidarité gratuite, le mépris réel du peuple vietnamien, de tous les peuples de l'ex-Indochine. Au Laos on se massacre. Au Cambodge, par opportunisme politique, le souverain rejette l'assistance américaine et son peuple payera d'années de misère le prestige de son chef. Le Vietnam du Sud saigne abondamment des plaies ouvertes par les guérillas. La riposte américaine peut, afin de paralyser le ravitaillement du Vietcong, perturber gravement la vie économique au Vietnam du Nord, sans parler des massives pertes humaines. Tout cela parce que la grande politique américaine ne peut accepter l'abandon de l'Asie du Sud-Est — parce que la grande politique chinoise veut entretenir des foyers révolutionnaires, développer son espace vital, alimenter sa propagande anti-soviétique — parce que la grande politique gaulliste aboutit, afin de préparer le renversement des alliances, à briser l'unité de l'Occident...

On voudrait suivre les amis pacifistes — non ceux qui, par souci de leur sécurité, entendent localiser le conflit — mais ceux qui attendent vraiment des négociations engagées après le « cessez-le-feu ». Mais on ne nourrit aucune illusion. Mao-Tse-Tung et Ho-Chi-Minh ont, hélas ! profité des leçons de Hitler et de Staline La signature d'un traité de paix traduit pour eux une nécessité strictement actuelle. Jamais elle ne les engage vraiment pour l'avenir Et ils savent aussi l'un et l'autre user de toutes les ressources du camouflage, de toutes les impostures de la propagande et de l'agitation.

LE MYTHE DE L'ELDORADO

Mais la démagogie est au moins aussi rentable lorsqu'elle ranime le mythe de « l'Eldorado », de l'étalon-or... En 1934, l'un des plus médiocres politiciens français, élu président de la République en 1924 grâce à sa médiocrité, rappelé comme « Sauveur » à la tête d'un gouvernement d'Union Nationale de 1934, inaugurant le système du monologue radiodiffusé, conquit une sorte de popularité, en offrant ses remèdes de bonne femme : baisse des prix, équilibre du budget, défense de la monnaie... cependant que derrière son sourire « stéréotypé », la Haute-Finance parachevait l'œuvre de déflation des salaires...

Le résultat, c'est que la France fut la dernière puissance industrielle à sortir de la crise mondiale partie de New York en 1929. Et lorsque la victoire électorale du Rasemblement populaire et les magnifiques mouvements ouvriers de 1936 eurent déterminé la politique sociale du gouvernement Blum, il était évident pour tous les spécialistes que la relance de l'économie exigeait la dévaluation du franc... jugé trop « cher » sur les places étrangères. Alors la démagogie communiste porta les « verboten » de la défense du franc, jusqu'aux plus lointains « bas de laine ». Naturellement, on fut obligé de dévaluer le franc... mais avec six mois de retard... et l'opération y perdit tout effet salutaire.

Il serait absurde de penser que l'histoire se renouvelle — et surtout la comparaison entre... Gastounet de 1934 et... Charlemagne de 1965 risquerait de nous faire tomber sous le coup de la loi qui punit l'offense au chef d'Etat...

Mais ce qui reste constant, c'est l'influence des mythes de l'or, de la stabilité des budgets et des prix sur les petits-bourgeois français... en qui, par delà deux générations, survit le souvenir nostalgique du grassouillard épargnant de 1914...

Hélas ! ce ne sont pas de telles réminiscences qui nous inquiètent. Ce serait sans danger, si les gens qui se prétendent des guides de l'opinion ouvrière — qu'ils soient réformistes ou révolutionnaires — ne se laissaient aussi facilement séduire par les images d'Epinal où le jaune vif cercle le tricolore...

Alors que les historiens les plus intelligents de l'évolution économique prouvent que la baisse généralisée des prix a toujours révélé une crise économique profonde, génératrice de chômage et de misère — alors que les économistes les plus clairvoyants jugent le retour à l'étalon-or comme impossible ou catastrophique — on continue à discuter des possibilités de réduction des prix à la consommation, plutôt que des chances de hausse des salaires — et des écrivains libertaires (ne parlons pas des pseudo-marxistes dékhrouchtchevisés) saluent dans les ambitions aurifères de Charlemagne, une heureuse réaction contre l'impérialisme du dollar.

On va jusqu'à traduire d'habiles insinuations de notre Ministre des Finances, par l'affirmation ahurissante que c'est la France qui paye de sa propre substance les abominables investissements américains en France...

Nous laisserons à nos camarades compétents la tâche d'éclaircir les aspects techniques de l'affaire. Nous l'exposons ici comme nous l'avons comprise.

LES VARIATIONS DES CHANGES ET LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international suppose évidemment un moyen d'échange international, donc des rapports exacts entre les valeurs des monnaies nationales.

Autrefois les banques jouaient exactement le même rôle que les changeurs du Moyen-Age, pesant les monnaies royales et féodales, afin d'établir les équivalences en or ou en argent. L'exportateur français en Angleterre laissait à une banque anglaise le produit de ses ventes, et pour convertir des francs en livres, on usait de la référence au poids d'or représenté par le franc ou la livre. Pour éviter des transferts, la créance du marchand français, son compte ouvert en Angleterre lui permettaient d'effectuer des achats outre-Manche. Ce n'était évidemment jamais aussi simple. Il n'y avait jamais équivalence complète entre les ventes et les achats d'un même individu. Et les échanges s'opéraient souvent sur une base triangulaire.

Avec le produit de l'exportation française, on achète, on fabrique des marchandises vendues en Allemagne — le produit de l'exportation anglaise permet d'acheter ou de fabriquer des marchandises allemandes exportées en France. La rotation pouvait s'effectuer complètement, sans aucun transfert monétaire, grâce aux comptes ouverts dans les banques de Londres, Berlin et Paris.

Avant 1914, la circulation des marchandises, des capitaux et des hommes était absolument libre à travers tous les pays industriels. Les monnaies étaient toutes convertibles en or. Et les rapports entre elles étaient invariables. Compte tenu de leurs poids en or, la livre anglaise valait exactement 25,22 francs. Les énormes dépenses improductives de la guerre ont bouleversé le système. On a institué le cours forcé, quelquefois le contrôle des changes, un contrôle plus ou moins rigoureux sur le commerce extérieur.

On a subi l'inflation, légalisée par des mesures de dévaluation. Mais on s'est aperçu que le pays dont le change est défavorable, c'est-à-dire dont l'unité perd de son pouvoir d'achat, bénéficie au moins provisoirement d'une prime à l'exportation.

D'autre part, une balance déficitaire, lorsqu'on doit acheter plus qu'on ne vend, provoquait une hémorragie monétaire. bouleversant les rapports des changes et paralysant le commerce extérieur. C'est pour éviter de telles perturbations qu'on a établi le système de clearing entre deux Etats, qui devait assurer l'équilibre entre les exportations et les importations. Le produit de la vente en France de marchandises anglaises était immobilisé, tant qu'il n'était pas compensé par le produit de ventes françaises en Angleterre...

La guerre de 1939-1945 eut des conséquences beaucoup plus graves encore. En Europe occidentale, l'équipement industriel était détruit ou fortement endommagé. Le plan Marshall fut indispensable pour assurer la « reconstruction » industrielle. Mais il nécessitait de forts mouvements de capitaux d'Amérique en Europe. Il fallait d'autre part éviter les effondrements monétaires qui avaient désorganisé le commerce international pendant l'entre-deux guerres. La pénurie d'or empêchait d'assurer même partiellement la couverture métallique des monnaies nationales, dites scripturales. Le plan Marshall comportait des transferts de valeurs en marchandises ou en espèces, dans un sens unique.

On s'explique ainsi que le dollar — la seule monnaie forte de l'époque, la seule convertible en or — ait remplacé l'or, ou se soit ajouté à l'or comme étalon monétaire pour les échanges internationaux — que l'on ait admis que la monnaie d'un pays soit couverte à défaut d'une encaisse métallique suffisante, par une couverture en dollars, fournie la plupart du temps par l'exécution du plan Marshall. Et pour assurer davantage la stabilité, on a fixé — arbitrairement, certes — l'équivalence du dollar en or.

LA BALANCE DEFICITAIRE

Mais le système du clearing n'était guère applicable, lors de l'exécution du plan Marshall, car il était impossible de compenser les importations américaines par des exportations européennes. Aussi, reconnaissant la nécessité de régulariser les changes, d'éviter aussi bien l'effondrement que la surestimation d'une monnaie nationale, qui produit dans les deux cas des mouvements artificiels, successifs et contradictoires, on institua le Fonds Monétaire International qui s'efforce, en fournissant des crédits aux Etats et aux banques d'émission, d'éviter les déséquilibres monétaires. Les Etats-Unis ont normalement assuré la plus grosse part du financement de cet organisme. On a décidé d'augmenter la quote-part de chaque nation participante, dans le même esprit que l'on demanda aux Etats européens bénéficiaires d'une expansion qui a largement dépassé les espoirs et les prévisions les plus optimistes, de participer plus largement à tous les organismes d'aide aux pays sous-développés.

Tout cela évidemment se discute. Et seuls les initiés peuvent se retrouver dans les secrets de cette stratégie monétaire. L'imposture c'est de sortir de ces débats entre spécialistes quelques slogans démagogiques propres à exciter les foules. C'est aussi de mêler deux phénomènes qui ne sont pas absolument indépendants l'un de l'autre mais qui ne dépendent pas des mêmes causes et n'obéissent pas aux mêmes lois.

Il faudrait revenir à l'étalon-or parce que le dollar n'est plus une monnaie de réserve suffisamment solide. Et on insiste lourdement sur le déficit de la balance des comptes américains. Celle-ci s'établit en tenant compte de trois éléments : 1° la balance commerciale. Aux Etats-Unis elle reste largement excédentaire. Les exportations dépassent fortement les importations ; 2° les exportations et importations de capitaux ; 3° les importations et exportations de services : en particulier les dépenses des touristes en pays étrangers, les paiements de frets et les frais de transport, etc... ; 4° des opérations de caractère exceptionnel : paiement des dettes de guerre et des réparations, libéralités, etc.

Si cette balance des comptes est déficitaire, c'est sans doute par l'importance des exportations de capitaux américains, c'est aussi et surtout par le poids des charges que supportent les Etats-Unis pour l'aide économique et militaire aux pays sous-développés...

LES INVESTISSEMENTS AMERICAINS EN EUROPE

Mais l'exportation des capitaux américains en Europe ne s'explique nullement par cette situation monétaire qui normalement devrait provoquer le mouvement contraire. En général, le déficit de la balance des comptes est compensé par la placement à l'étranger de l'excédent des pays créanciers — tandis que des capitaux étrangers s'investissent dans les pays débiteurs. Si cela ne se produit pas, c'est tout simplement parce qu'il y a toujours pléthore de capitaux aux U.S.A. et pénurie de capitaux en Europe occidentale. Et cela pour des raisons naturelles, selon des lois économiques incontestables, parce que le gouvernement fédéral limite le plus possible ses interventions, qu'il accepte même aussi bien le déficit budgétaire que le déficit de la balance des comptes, afin de ne pas gêner l'expansion industrielle, continuant alors que les possibilités de production n'ont pas atteint leur maximum et que les prix restent stables.

Sans doute, ce qui se produit là-bas et qui n'est pas garanti contre les risques d'une récession, reste conforme à la logique du système capitaliste. C'est là qu'il faut chercher les seules causes non de l'exportation des capitaux américains, mais de leur orientation vers les investissements européens. Nous avons déjà précisé les trois motifs de ce choix :

1° Le taux de l'intérêt plus élevé en Europe qu'en Amérique (3).

2° Le désir d'échapper à la fiscalité américaine, plus lourde pour les revenus exorbitants que la fiscalité européenne.

3° L'augmentation du profit par l'infériorité des salaires européens sur les salaires américains.

Ajoutons que ce choix ne favorise guère l'aide aux pays sous-développés qui n'offrent pas aux capitalistes américains des « prospectives » aussi intéressantes que les pays industriels.

Mais le retour à l'étalon-or avec tout ce que cela implique porterait un préjudice beaucoup plus grave aux pays du Tiers-Monde Si à l'exemple de la France, tous les pays bénéficiaires du plan Marshall exigeaient la conversion immédiate en or de leurs créances en dollars (créances issues souvent des anciennes libéralités américaines), la Banque fédérale pourrait sans doute les satisfaire. Mais pour arrêter le mouvement, il faudrait combler le déficit de la balance des comptes.. ce qui ne pourrait être réalisé que par la suppression totale ou partielle de l'octroi de crédits au Tiers-Monde.

Enfin, la couverture-or devenant insuffisante, il faudrait se résoudre à la dévaluation du dollar, et à la revalorisation de l'or. Ce qui avantagerait les pays producteurs, c'est-à-dire l'URSS... et l'Afrique australe (l'un des Etats les plus férocement racistes du monde).

L'URSS garde secrètes toutes les évaluations sur la production de ses mines aurifères. On sait cependant qu'incapable de payer ses importations par des exportations de marchandises, elle s'est résolue à s'acquitter par payements en or. Elle peut le faire car, depuis le triomphe du stalinisme, elle n'aurait pas cessé d'accumuler des réserves d'or.

Est-ce par simple coïncidence que l'on lance à Paris ce mot d'ordre de l'étalon-or, aussi favorable à l'URSS que préjudiciable aux Etats-Unis ?...

On n'a pas le loisir de commenter savamment toutes ces opérations. C'est par intuition que nous éprouvons une insurmontable phobie du mythe de l'Eldorado.

L'or, la richesse acquise, l'équilibre, la stabilité... tout cela évoque en nous l'image d'une société conservatrice réactionnaire, jouissant de ses richesses improductives. En face, nous avons un capitalisme dynamique, dont les contradictions mêmes favorisent aussi bien le progrès technique que l'évolution sociale et qui crée les conditions de la lutte ouvrière, revendicative d'abord, révolutionnaire ensuite.

Nous ne choisissons pas le parti américain. Mais nous refusons de nous perdre dans la cohue anti-américaine, dont les étendards portent l'étoile de Moscou et la Croix de Lorraine !

Roger HAGNAUER.

---

(3) C'était vrai jusqu'aux mesures élevant le taux d'escompte aux U.S.A. et l'abaissant en France : confirmation de notre thèse par... le contraire.

UNE «ÉLITE» ORGANISÉE ?

Vers la fin de l'année 1963 s'est tenue à Belgrade, sous l'égide du Comité central du parti communiste yougoslave, une réunion des principaux fonctionnaires du parti qui avait pour tâche d'étudier la question des rapports entre le Parti et les Conseils ouvriers des entreprises ; le compte rendu de cette réunion fut donné par les « Nouvelles yougoslaves » de janvier 1964.

La question qui était mise à l'ordre du jour de cette réunion est d'une importance capitale car elle revient à celle-ci : qui doit commander en Yougoslavie, le peuple ou les communistes ?

En effet, les Conseils ouvriers qui ont, en Yougoslavie, l'entière responsabilité de la marche des entreprises, sont, en théorie, complètement indépendants et du parti communiste et de l'Etat (à la seule condition de se conformer aux grandes lignes du plan économique dressé par l'Etat), mais le fait que le parti et l'Etat jouent, par l'intermédiaire des syndicats qui sont, en fait, des organes de l'Etat, un rôle déterminant dans la présentation des candidatures aux Conseils ouvriers, et le fait que le Parti et l'Etat possèdent un pouvoir dictatorial, ont pour conséquence qu'il y a de la part du Parti et de ses organiations annexes une tendance constante à considérer les Conseils ouvriers comme de simples organes d'exécution destinés tout juste à appliquer dans chaque entreprise particulière les décisions du Parti.

Or, la réunion en question avait certainement pour but, dans l'esprit de ceux qui l'avaient convoquée, de lutter contre cette tendance ; elle ne se termina néanmoins que par une résolution nègre-blanc que les « Nouvelles yougoslaves » présentent ainsi : il convient « d'assurer un travail pleinement autonome des organes de l'autogestion » tout « en tenant compte des avis et des aspirations les plus progressistes des travailleurs qui s'expriment par la Ligue des Communistes, les syndicats, l'Alliance socialiste et les autres organisations socio-politiques ».

En clair : le Conseil ouvrier, qui est l'émanation des travailleurs de l'entreprise, doit être « pleinement autonome », mais il lui faut « tenir compte » des « avis » des organisations communistes. Deux affirmations dont l'une contredit l'autre purement et simplement.

Et cependant, ne riez pas ! Car il s'agit là, au fond, d'un problème capital, le problème capital qu'ont posé, sans l'avoir résolu encore, toutes les révolutions du présent siècle : celui des rapports qui doivent s'instituer entre ce que l'on appelle l'« élite », et ce que l'on appelle la « masse ».

Je déteste le mot « masse » et le mot « élite », à cause de l'usage que l'on en fait ; malheureusement, je n'en trouve pas d'autres pour désigner ce que je veux dire.

J'estime avec Renan que « le génie des masses silencieuses est la source de toutes les grandes choses », je ne saurais donc admettre le sens péjoratif dans lequel le mot « masse » est généralement employé ; pas plus que je ne confonds l'élite dont je parle avec ce que les bourgeois désignent de ce nom et qui est, en règle générale, l'exact contraire d'une élite — mais il faut néanmoins distinguer ces deux grands groupes de la population, car, comme le dit également Renan, « les masses n'ont pas de voix », il leur faut des « interprètes », c'est-à-dire des hommes qui expriment leur pensée et traduisent en actes leurs volontés : autrement dit des « militants ». Ce sont ceux-la que j'appelle l'élite.

Eh ! bien, quels sont, que peuvent être, que doivent être les rapports entre la masse et son élite, entre une classe ou un peuple, et ses militants ? Telle est la question qui s'est posée sous une forme aiguë, presque partout depuis le début de ce siècle, et c'est cette question que je voudrais aujourd'hui non point résoudre, mais tenter d'exposer en termes aussi clairs que possible, et sans idées préconçues.

LES MINORITES AGISSANTES

Le premier jour où j'ai vu le problème se présenter remonte loin : c'était en 1901 ou 1902.

En ces débuts de l'industrie automobile, l'un des syndicats les mieux organisés et les plus actifs de la région parisienne était l' « Union corporative des ouvriers mécaniciens » — et l'une des plus importantes usines de mécanique de Paris était celle de la société des moteurs à gaz Otto, rue de la Convention.

Parmi les quelques centaines d'ouvriers que cette entreprise employait, il s'en trouvait alors un certain nombre qui comptaient parmi les membres les plus actifs de l'Union des mécaniciens. Il se passa alors ce qui se passe souvent en pareil cas : ces militants parvinrent rapidement à syndiquer presque tous les ouvriers de leur boîte ; cela fait, on revendiqua.

Le patron ayant fait la sourde oreille, ce fut la grève ; tout le monde, ou à peu près, débraya ; mais malgré cela, il fallut, quelques jours plus tard, rentrer sans avoir obtenu satisfaction.

Eh ! bien, les militants qui avaient été à la tête du mouvement en attribuèrent tout l'échec à ce que... le syndicat comprenait trop de membres. Les décisions, en effet, étaient prises par l'assemblée générale des syndiqués, et puisque tout le monde était syndiqué, c'était l'ensemble du personnel, la « masse », qui décidait. Or, sauf en des circonstances particulièrement émotives, les masses sont timides et peureuses ; pour agir elles ont besoin d'être quelque peu violentées. C'est pourquoi, disaient les militants, si le syndicat n'avait compris qu'eux-mêmes, eux seuls auraient décidé, et... la masse aurait suivi. Celle-ci n'était pas capable de prendre elle-même la responsabilité de mesures auxquelles elle se serait cependant conformée, si elles lui avaient été dictées par un groupement extérieur. Ainsi, ce que les camarades préconisaient n'était rien d'autre que l'organisation à part de l'élite, une organisation séparée de la masse.

C'était la première fois que j'entendais de telles choses et cela me frappa et même me choqua tellement que je me souviens des dires de ces camarades comme s'ils dataient d'hier.

Peu après, l'opinion de ces tourneurs et de ces ajusteurs était reprise sous une forme quelque peu différente au sein d'autres corporations.

Lorsque, vers 1905, 1906, grâce, d'une part, à l'activité de la construction qui battait alors son plein à Paris, et grâce, d'autre part, aux travaux du Métropolitain qui démarraient à vive allure, la Fédération du Bâtiment fut devenue une puissance, une puissance qui groupait, à Paris tout au moins, presque tous les ouvriers de la corporation, de nombreux militants s'ef-

frayèrent, là aussi, de ce qu'au lieu de ne comprendre comme précédemment que les travailleurs les plus conscients et les plus résolus, les syndicats acceptaient tout le monde, y compris ceux qui ne demandaient leur carte syndicale que par crainte de la « chaussette à clous » ; ils craignaient qu'en devenant des organisations de masse, les syndicats ne perdent leur combativité; aussi préconisaient-ils la formation de groupements ne comprenant qu'une élite, une élite composée des « minorités agissantes » comme ils disaient. En agissant, elles entraîneraient la masse, la masse toujours apathique de ceux qui n'acceptent que de suivre.

Si, en France, cette idée ne fut guère suivie de réalisation, il n'en fut pas de même en Espagne.

En Espagne, tandis que les les syndicats groupés dans la Confédération nationale du Travail (C.N.T.) devenaient plus ou moins une organisation de masse, les militants les plus agissants se réunissaient dans la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.) dont le but presque avoué était d'entraîner avec elle les syndicats dans l'action. La F.A.I. était la « minorité agissante » de la C.N.T. La C.N.T. était la « masse », et la F.A.I., « l'élite ».

Cela d'ailleurs n'alla pas toujours tout seul. Ceux des membres de la C.N.T. qu'on peut appeler, si l'on veut, des syndicalistes purs, ceux qui entendaient que la masse se dirige seule, d'elle-même, sans l'intervention d'une quelconque élite, si hardie soit-elle, se regimbèrent souvent contre la tutelle de la F.A.I. ; à la veille des événements de 1936, le mouvement des « Trente », ainsi désigné parce que le manifeste où sa position fut présentée était signé des noms de trente militants connus, fut la manifestation la plus importante du courant qui s'opposait à la conception d'une élite conduisant la masse.

LES BOLCHEVIKS

Mais ce fut en dehors du mouvement ouvrier proprement dit et ailleurs qu'en Europe occidentale que l'idée d'une organisation séparée de l'élite devait trouver à la fois ses théoriciens et ceux qui, en la mettant en pratique, allaient connaître la victoire.

A peu près au même moment qu'était posée en France la question des minorités agissantes, en 1903 le parti social-démocrate russe se divisait au cours de son congrès de Londres en deux fractions, celle des majoritaires, les « bolcheviks », et celle des minoritaires, les « mencheviks ». Or, la question sur laquelle se produisit cette scission fut précisément celle-la même qui se posait en France pour l'organisation des syndicats; seulement en Russie, elle s'y posait pour l'organisation des partis.

Il y avait, en effet, au congrès social-démocrate de Londres, d'un côté les minoritaires qui entendaient constituer leur parti sur le modèle des partis politiques occidentaux: y adhérerait qui voudrait, et l'adhérent ne serait à peu près astreint à rien d'autre qu'à payer ses cotisations; le parti était conçu comme un simple rassemblement de tous ceux qui avaient en commun un certain nombre d'idées concernant la politique à suivre dans leur pays, et qui, ainsi, étaient prêts à aider dans la mesure de leurs moyens, mais sans trop de risques, à la réalisation de ces idées; là s'arrêtaient leurs obligations; le centre de leur activité personnelle demeurait ailleurs, dans leurs affaires privées.

A cette conception s'opposait celle des majoritaires, dont Lénine était le principal porte-parole. Ceux-ci estimaient qu'en face de la direction unique que possédait l'ennemi, la direction par l'État, la Révolution devait, elle aussi, avoir une direction unique. Et c'était le « Parti », le parti social-démocrate en l'espèce, qui devait fournir cette direction.

Cependant, pour cela, il était nécessaire que le parti se transforme. Qu'au lieu d'être un simple parti d'adhérents, il devienne un parti de militants, un parti composé exclusivement de militants. Ce qui signifiait que chacun de ses membres devait participer d'une manière continue et exclusive à l'organisation de la lutte pour la Révolution. Autrement dit, le parti devait être formé exclusivement d'une élite, l'élite qui aurait à diriger la masse, car Lénine considérait comme la pire des utopies la croyance aux « initiatives spontanées » des masses.

Diriger la masse, mais non point agir en dehors d'elle. Bien avant Lénine, Blanqui et d'autres avaient créé des organisations formées exclusivement d'hommes décidés, d'hommes d'élite, dévoués entièrement à la Révolution, mais qui devaient faire cette révolution par eux-mêmes, seuls, ou presque. Un fois qu'ils auraient occupé par un coup de main heureux les postes de commandement de l'Etat et proclamé le nouveau régime, le peuple suivrait. Dans cette conception, l'élite suffisait à faire la révolution ; les masses en seraient le bénéficiaires mais non les acteurs.

Lénine s'élevait aussi contre cette conception. Pour lui, le Parti devait diriger la révolution, mais seulement la diriger; pour l'exécuter, l'appui des masses était indispensable. Il fallait au peuple une direction, mais sans concours du peuple aucun groupement, aucune élite ne pourrait être à même de s'emparer du pouvoir. Le Parti devait donc dans son action de tous les jours se mêler intimement au peuple et avoir soin d'en traduire constamment les aspirations, afin que celui-ci participe effectivement aux actions que le parti déciderait d'entreprendre. On sait quel a été le succès fulgurant de cette conception.

C'est son application un parti dirigeant, usant du peuple comme levier, et ayant besoin, pour pouvoir le faire de traduire les besoins et les aspirations de la masse, mais ne cessant jamais de manœuvrer, lui seul, les leviers de commande — c'est l'application de ce principe, dis-je, sa stricte application qui a déclenché et conduit à la victoire la seconde révolution russe de 1917, celle d'octobre, car la première, celle de février, qui avait renversé le czarisme, s'était déroulée d'une tout autre manière. C'est encore l'application de cette doctrine qui a permis au nouveau régime russe de sortir victorieux de la guerre civile et du blocus que lui avait imposés l'Occident. Et c'est aussi cette doctrine — chose encore plus remarquable — qui devint dans presque tous les pays, celle de tous les mouvements révolutionnaires qui se produisirent par la suite, n'importe où dans le monde, en Europe comme en Asie ou en Afrique, dans la Yougoslavie de Tito comme dans la Chine de Mao, dans l'Algérie du F.L.N. comme dans le Tonkin du Viet-Minh. Et c'est encore elle qu'appliquent aujourd'hui même le Viet-Cong en Cochinchine et le Pathet-Lao (1) au Laos (2).

---

(1) Je dis le Pathet Lao pour simplifier, mais ce n'est pas tout à fait exact, le Pathet Lao étant lui-même soumis à une organisation plus spécifiquement communiste.

(2) Il est intéressant de rappeler, au moins pour la petite histoire, que Lénine ne fut pas le premier à exprimer et à appliquer cette conception. Il eut un prédécesseur qui ne fut autre que.... Bakounine. Dans les derniers temps de l'Internationale, Ba-

LE DANGER

Mais si l'application de cette conception d'une minorité agissante solidement groupée, étroitement disciplinée et soumettant à sa propre discipline l'ensemble d'un peuple ou d'une classe est peut-être nécessaire pour permettre à une révolution de triompher, il va de soi que si une telle pratique continue après la victoire, elle comporte le plus grave des dangers.

A vrai dire ce danger existe dès le premier jour. Dès le jour où la minorité agissante commence à diriger. Car « diriger » revient, en fait, à commander. Commander, cela veut dire : être le maître. Si bien que, quelle que soit la pureté des intentions des dirigeants, un peuple dirigé, risque fort d'avoir, après la victoire simplement changé de maître.

Tant qu'il s'agit seulement de lutter pour la Révolution, tant que dure le combat, être commandé n'est pas très grave. Car l'élite reste l'élite. Ne demeurent, en effet, à la pointe du combat, ne s'exposent aux grands risques que ceux qui croient ! Tant qu'il y a danger à être révolutionnaire, le militant révolutionnaire est un homme qui croit à la Révolution, c'est-à-dire à l'émancipation humaine, et qui n'acceptera donc point de confisquer la lutte pour cette émancipation à son profit.

Mais plus tard ?... Une fois que la Révolution à triomphé, que le nouveau régime est solidement établi, il n'y a plus alors aucun risque à être du « parti dirigeant ». Tout au contraire, puisque ce sont les avantages du pouvoir, les grands et les petits, que les membres du parti vont être appelés à se partager. L'« élite » devient le contraire d'une élite. Le héros devient un profiteur et le drapeau autour duquel on se groupe n'est plus qu'une gamelle. Et plus l'élite dégénère, plus s'accroît son mépris de la masse. Celle-ci n'est plus ce qui fournit l'inspiration, mais ce dont il faut, tout au contraire, réfréner les velléités d'indépendance. Le sauveur s'est transformé en tyran.

C'est ce qui s'est passé avec une extrême netteté en Russie. Après Lénine... Staline !

Cependant, certains parmi l'élite, l'élite de l'élite, si l'on peut dire, sont bien conscients du danger. C'est ainsi que l'une des dernières décisions de Lénine fut d'instituer l'« Inspection Ouvrière et Paysanne » qui, dans son esprit devait être une émanation directe de la « base ».

De même, en Yougoslavie, et peut-être aussi, en Chine et en Algérie, ceux qui ont fait la Révolution, ceux qui ont été vraiment l'élite à une époque où il y avait danger à en être, sont encore suffisamment nombreux et suffisamment lucides, semble-t-il, pour qu'instruits par le sinistre exemple du stalinisme, ils luttent avec plus ou moins de succès, mais non sans une certaine vigueur, contre une telle dégénérescence. Ils pensent comme le Comité central du parti communiste yougoslave, que le parti doit encore exercer son rôle dirigeant en formulant des « avis » dont les masses doivent tenir compte, mais il paraît bien qu'ils cherchent aussi à renforcer l'influence directe des masses en leur donnant plus d'occasions de s'exprimer et en leur attribuant de plus grands pouvoirs de décision. Cependant ce ne sont là que des palliatifs qui ne vont point à la racine du mal.

PAS DE PRECEDENTS

Avant de rechercher quelles peuvent être les raisons pour lesquelles les révolutions contemporaines ont été et sont encore dirigées par un parti, il convient de remarquer que c'est là un caractère qui est spécial à ces révolutions ; on ne voit rien de pareil lors de celles qui les ont précédées.

Auparavant, en effet, ou bien les changements de régime sont dus à de simples coups de force exécutés par des groupes d'hommes armés, généralement des militaires, sans aucun lien avec le peuple, des « pronunciamientos » dans un sens large du terme, ou bien, au contraire, ce sont des mouvements populaires qui ne sont ni organisés ni dirigés, des révolutions spontanées issues directement de l'initiative des masses.

Prenez le cas, par exemple, de la révolution type, la Révolution française, celle de 89. Ce n'y fut par un parti qui déclencha ni le 14 juillet, ni le 10 août. L'une et l'autre de ces deux journées décisives furent dues à des mouvements spontanés. Des mouvements qui furent, certes, inspirés par l'ensemble des idées qui avaient été si largement et si splendidement répandues par le Encyclopédistes, et qui furent animés sur place par les plus courageux et les plus audacieux de ceux qui se trouvaient là, à la Bastille ou aux Tuileries, mais on n'y voit rien de comparable au rôle joué par le parti bolchevik le 27 octobre 17 dans une insurrection préparée, décidée et dirigée de bout en bout par lui.

Durant tout le cours de la Révolution française il en fut comme au 14 juillet. Certes, il y eut alors des « clubs », mais ces clubs n'étaient point de partis au sens bolchevik du mot ; n'importe qui pouvait faire partie d'un club, et même de plusieurs à la fois. Car il y en eut toujours plusieurs. Même au maximum de leur puissance, les Jacobins ne furent jamais une organisation « structurée », et encore bien moins un « parti unique ».

D'autre part, lorsqu'il s'agira ensuite d'organiser le nouveau régime, on ne verra pas davantage apparaître de véritables partis ; chacun se réclamera de telle ou telle idéologie, il sera bleu, blanc ou rouge, mais ce sera tout. Et lorsqu'un général heureux modèlera le moule juridique dans lequel la nouvelle société aura à évoluer, il n'aura pas davantage besoin d'un parti ; quelques individus et des corps administratifs lui suffiront.

Il en a été ainsi non seulement en France mais dans toute l'Europe. Certes, durant toute la première moitié du XIX[e] siècle, des sociétés secrètes, carbonari et autres, se créèrent afin de propager les idées issues de la Révolution française, mais ces sociétés eurent un rôle beaucoup plus idéologique que politique.

Pour trouver en Europe des partis du type bolchevik autres que le parti bolchevik lui-même et ses succursales, il faut en arriver aux partis de Mussolini et d'Hitler, qui, eux, furent constitués, et cela sciemment, sur le modèle du parti bolchevik, mais... afin de le combattre par ses propres méthodes.

R. LOUZON.

(La fin au prochain numéro.)

kounine avait créé, lui aussi, une organisation de militants, de « révolutionnaires professionnels », l'**Alliance**, dont les membres adhéraient individuellement à l'organisation de masse qu'était l'Internationale, et y avaient pour mission d'entrainer celle-ci à l'action révolutionnaire.

Mais, comme l'on sait, l'Internationale se défendit vigoureusement contre ce « noyautage », et cela sous l'impulsion notamment d'un nommé Karl Marx ! Ce même Marx dont Lénine devait, trente ans plus tard, tellement se réclamer !

Ce qu'il faut retenir de ceci c'est qu'au fond tous les hommes d'action, qu'ils s'appellent Bakounine, Lénine ou Ascaso ont éprouvé ce même besoin d'une organisation de militants, encadrant et entraînant le gros de l'armée prolétarienne.

Contribution à une discussion ouverte

Comment vit-on en Union Soviétique ?

L'Union Soviétique est le pays de la planification intégrale, or, une telle planification exige une comptabilité nationale très détaillée et, par conséquent, des statistiques encore plus détaillées. Pourtant, de tous les pays du monde, la Russie soviétique est celui qui publie le moins de statistiques. Certes, depuis la mort de Staline, un certain progrès a été réalisé et quelques statistiques nous sont aujourd'hui offertes. Cependant, c'est peu de chose, et il est impossible avec le bulletin statistique de l'U.R.S.S. de se faire une idée de la vie dans ce pays aussi précise qu'on peut se la faire, par exemple, pour les U.S.A., avec le « Statistical Abstract ».

Cette carence en matière de statistique de la part du gouvernement soviétique est d'autant plus étrange qu'il prétend faire du socialisme, donc une politique économique et sociale favorable aux travailleurs. Alors, pourquoi ne pas montrer les résultats de cette politique par la publication régulière de statistiques complètes et détaillées ? La raison de cette carence est facile à comprendre. Le socialisme n'est en U.R.S.S. qu'un slogan de propagande et de lutte contre l'Occident capitaliste. C'est une couverture qui cache en réalité une économie étatiste où l'Etat absolutiste exploite les travailleurs plus facilement encore que les capitalistes parce qu'il est seul patron. C'est pour cela que les statistiques sont un secret d'Etat et, qu'à l'exception de pourcentages qui ne veulent rien dire, on se garde bien de publier des chiffres sur les salaires, le coût de la vie et la durée du travail avec la même précision que l'on trouve dans les pays démocratiques de l'Occident.

Cette insuffisance des statistiques soviétiques oblige à des recherches minutieuses à travers les publications soviétiques pour découvrir par ci par là quelques données, ou bien à se référer à des témoignages de voyageurs qui ont eu la possibilité et la curiosité de se documenter sur place. C'est le cas d'un certain nombre de personnalités allemandes qui, récemment, ont eu l'occasion de faire un nouveau voyage en U.R.S.S. et en ont rapporté de nombreux renseignements qu'ils ont publiés dans un petit livre intitulé « Moskau, Leningrad Heute » (Moscou, Leningrad aujourd'hui). De ce livre, nous extrayons les renseignements qu'on va lire qui nous sont rapportés par Heinz Raspini sous le titre « Comment vit-on en Union soviétique » (1).

D'abord sur la durée du travail. M. Raspini nous dit qu'il s'attendait à voir un peuple qui travaillait pour ainsi dire sans relâche et tout engagé pour rattraper et dépasser l'Ouest.

« *Je me représentais un communisme qui projette, organise, obsédé au travail pour dépasser les normes élevées, pour réaliser le plan et le dépasser, avec des brigades de choc décorées et des leaders stakanovistes.*

Bien sûr, il y a tout cela. Mais c'est présenté par la propagande officielle et unilatérale de la guerre froide. Ce qui frappe le visiteur, tout d'abord, c'est le contraire. Il voit dans quelle mesure le citoyen soviétique a aussi du temps libre pour les achats, la promenade et la flânerie...

En Union soviétique, on travaille sept heures par jour, le samedi six heures.

En effet, à Moscou, on commence dans la plupart des usines à 8 heures ; à Leningrad, à 7 h 30. De 12 à 13 h, c'est déjeuner. A 16 heures, la journée est finie. Le samedi, on travaille de 8 à 14 heures, sans pause. Le casse-croûte est permis pendant le temps de travail. Pour les jeunes de 16 à 18 ans, il y a la journée de 6 heures... »

Naturellement, il y a les heures supplémentaires, dont l'auteur ne nous dit pas si elles sont majorées et de combien. Mais il pense qu'elles ne doivent pas être très nombreuses et, selon lui, tout au moins pour Moscou et Leningrad, « *le temps de travail effectif se situe près de 41 heures par semaine* ».

« *Les vacances sont de deux à trois semaines (minimum deux semaines), pour des professions exigeant une tension particulière elles vont jusqu'à huit semaines (par exemple les professeurs d'écoles supérieures : 56 jours ; professeurs : 48 jours). Pour la grossesse et la naissance, un congé de 112 jours est accordé.* « *Les jours fériés sont peu nombreux : 2 pour le 1er mai, 2 pour l'anniversaire de la Révolution d'octobre, 1 pour le jour de l'an et 1 pour le jour de la Constitution.* « *La retraite est à 55 ans pour les femmes et 60 ans pour les hommes.* »

***

« *En Union soviétique, l'ancien et le nouveau vivent côte à côte. Grâce à nos excursions à Gorki et à Sagorsk, ainsi qu'à notre voyage à Leningrad, nous avons pu voir quelque chose de la province. Ici, à la campagne, on vit encore principalement dans des maisons en bois. Seules quelques-unes sont tenues proprement avec l'encadrement des fenêtres lumineusement blanchis. Mais la plus grande partie demeure sans soin, sans effort pour rendre un extérieur abordable. Beaucoup de toits sont rapiécés de morceaux multicolores de tôle ondulée, de carton, de chaume ou de tout autre expédient. Dans les jardins, nous n'avons pas vu de fleurs. Si bien que l'image d'ensemble est peu réjouissante. Cela laissait supposer que beaucoup de tristesse et de solitude règne chez les habitants...* »

« *Dans les villes aussi, on trouve des quartiers qui trahissent l'indifférence et la paresse de leurs habitants. Cependant, il y a les nouveaux quartiers. Depuis le milieu des années cinquante, on a construit dans un vaste périmètre. Aujourd'hui, l'U.R.S.S. est en tête dans le monde avec la construction de logements. En 1959... l'Union soviétique a construit 3,1 millions de logements pour une population de 220 millions d'habitants.*

« *Cependant, les logements sont toujours rares. En général, on vit encore en famille dans une seule pièce, tout au plus dans deux. Les dépendances, c'est-à-dire la cuisine, la salle de bains, les W.C. et le vestibule sont utilisés par plusieurs familles. La demande de logements est si forte... le besoin de réparations si considérable, que, malgré les grands projets et les résultats incontestables, une très grande insuffisance de logements se fera sentir encore dans des dizaines d'années.* »

« *D'après le plan de sept ans — 1959-1965 — à Leningrad doivent être construits 350.000 logements avec une superficie totale de 8 millions de mètres carrés.* « *A l'automne de 1964, selon les indications officielles, 5,9 millions de mètres carrés avaient été construits.* »

« *A la campagne on construit encore aujourd'hui beaucoup de maisons en bois sur la base de l'initiative privée. Celui qui gagne beaucoup d'argent peut se faire construire une maison même en ville. Pour cela, il faut entrer dans une coopérative de construction de logements et effectuer les versements correspondants. Les prix se situent entre 120 et 180 roubles par mètres carré de surface habitable. Pour une maison de 100 mètres carrés, dont 70 mètres carrés de surface habitable, il faut verser entre 8.400 et 12.600 roubles. Cela n'est possible que pour les artistes, directeurs et hauts fonctionnaires. L'avantage de cette construction privée est que l'attente d'un logement est réduite à 2 ans, que l'on est propriétaire de la maison et qu'on peut la laisser à ses descendants en héritage.*

***

(1) « Moskau Leningrad heüte » par un groupe de personnalités de l'Allemagne fédérale - Stimme Verlag ; Frankfurt a. M.

M. Raspini s'est ensuite préoccupé du niveau de vie des travailleurs soviétiques. Mais ne voulant pas faire de comparaison avec l'Occident, le cours du change étant plutôt arbitraire, il s'est borné à relever des salaires et des prix qu'il nous donne tels quels.

« *Le gros des ouvriers industriels et des employés doivent gagner entre 80 et 100 roubles par mois. Le revenu moyen de tous les fonctionnaires doit être de 85 roubles.* » Pour les catégories ci-dessous, il a relevé les revenus suivants, en roubles :

Travailleurs sans qualification	60 à 70
» avec qualification	80 à 90
» spécialiste	100 à 120
Ingénieur	130 à 150
Professeur	80 à 130
Médecin	90 à 125
Directeur, artiste	300

« *A ces salaires viennent s'ajouter des primes de 10 à 20 % : prime pour réalisation anticipée du plan, prime pour la qualité, prime de meilleur travailleur, etc. Les médecins et les enseignants ont des activités à côté qui peuvent augmenter leur salaire de 50 %.*

« *En outre, il faut tenir compte que, dans l'écrasante majorité des familles, la femme travaille aussi. Et, alors qu'en Allemagne fédérale, le revenu moyen des femmes travaillant n'est que de 45 % de celui des hommes, il est nettement plus élevé en U.R.S.S...*

« *Dans la plupart des familles, on peut évaluer le revenu familial entre 150 et 180 roubles par mois...* »

« *Pour apprécier le pouvoir d'achat du budget ci-dessus, il faut naturellement tenir compte aussi des avantages sociaux. D'abord la Sécurité sociale : les soins médicaux, l'hospitalisation, etc., sont entièrement gratuits. Les cotisations sont assurées par la seule entreprise... Les avantages culturels sont nombreux et gratuits, les livres très bon marché et l'enseignement supérieur professionnel à la charge de l'Etat ou des entreprises.* »

Compte tenu de tout ceci, voici quelques prix, en roubles :

Tramways (un voyage)	*0,03*
Bus direct (un voyage)	*0,04*
Bus omnibus	*0,05*
Métro (un voyage)	*0,05*
Métro (carte mensuelle)	*3,00*
Train (aller-retour zone de 50 km)	*0,70*
Train (carte mensuelle zone de 50 km)	*2,80*

Le tarif des taxis est également relativement bas, ainsi que celui des avions.

En ce qui concerne les loyers, M. Raspini nous rapporte les données suivantes :

« *Ils se situent entre 0,05 et 0,13 rouble par mètre carré, et pour le calcul du loyer n'entrent en ligne de compte que les pièces principales, tandis que les pièces annexes (cuisine, toilette, salle de bains) ne comptent pas... Le gaz revient à 0,32 rouble par personne et par mois, dans les vieilles maisons, et à la moitié, dans les neuves. L'eau chaude revient à 0,60 rouble par personne et par mois et le chauffage à 0,80 rouble.*

« *Dans l'ensemble, pour un nouveau logement de 75 mètres carrés (dont 25 mètres carrés de dépendances), le total du loyer et des fournitures s'élève, en roubles, pour une famille de 4 personnes à :*

Loyer (50 m2 à 0,12 le m2)	*6,00*
Pour 4 personnes, gaz 0,16×4	*0,64*
eau chaude 0,60×4	*2,40*
chauffage 0,8×04	*3,20*
Total	*12,24*

M. Raspini nous donne ensuite une série de prix d'objets de consommation qu'il a relevés « *dans les magasins de Moscou et de Leningrad* ». Les voici, toujours en roubles :

Pain noir (le kilo)	0,10
Pain blanc (le kilo)	0,28
Beurre (le kilo)	2,40
Lait (le litre)	0,28
Viande de bœuf (le kilo)	1,20 à 2,00
Saucisson (le kilo)	1,80 à 4,00
Hareng (le kilo)	1,50 à 1,70
Œufs (les 10)	1,00 à 1,30
Sucre (le kilo)	0,90
Fromage (le kilo)	2,20 à 3,80
Riz (le kilo)	0,75
Pommes de terre (le kilo)	0,74
Chou vert (le kilo)	0,08
Café (le kilo)	4,80
Chocolat (100 g)	0,60 à 1,00
Vodka (le demi-litre)	2,00 à 3,00
Bière en bouteille (le demi-litre)	0,26
Costume homme (simple)	60,00 à 100,00
Costume homme (élégant)	150,00
Manteau d'hiver dame (simple)	50,00
Manteau d'hiver dame (moyen)	70,00 à 80,00
Manteau d'hiver dame (bonne qualité)	100,00 à 150,00
Chemise homme (supérieure)	6,00 à 10,00
Pantalon de travail	8,00 à 10,00
Blouse de travail	21,00
Robe (simple)	40,00 à 70,00
Robe (mode)	100,00 à 170,00
Chaussures hommes	20,00 à 40,00
Chaussures dames	20,00 à 50,00
Appareil de télé (écran moyen)	324,00
Appareil radio	30,00 à 110,00
Réfrigérateur (100 à 125 litres)	220,00
Rasoir électrique	7,00 à 16,00
Machine à laver	140,00
Cuisinière électrique avec four	170,00 à 230,00
Aspirateur	35,00 à 45,00
Bicyclette	40,00 à 70,00
Motocyclette (environ 250 cc)	300,00
Scooter (environ 200 cc)	500,00
Auto type Moskvitch	3.460,00
Auto type Volga	5.513,00

Voilà les chiffres qui se rapportent à l'automne de 1964, et qui n'ont pas varié beaucoup depuis. Que ceux qui veulent, avec ces chiffres, essayer d'établir le niveau de vie des travailleurs soviétiques à Moscou le fassent. Pour cela, il ne faut pas traduire les roubles en francs, mais calculer ce que l'on peut acheter avec le salaire moyen de telle profession et le comparer avec ce que l'on peut acheter à Paris avec le salaire moyen de la même profession.

Selon M. Raspini, le niveau de vie des travailleurs soviétiques atteint environ les 60 % du niveau de vie des travailleurs de l'Allemagne occidentale.

Pierre RIMBERT.

UNE DEFINITION DES CLASSES MOYENNES

A l'occasion du dépouillement des résultats chiffrés des dernières élections anglaises The Observer de Londres donnait cette définition de l'électeur appartenant aux classes moyennes (petite bourgeoisie) :

— Il est allé à l'école jusqu'à seize ans ou plus.

— Il exerce des fonctions de responsabilité à divers échelons de la hiérarchie ou bien il appartient aux professions libérales.

— Il possède une automobile.

— Il est propriétaire de la maison ou de l'appartement qu'il occupe.

— Son revenu annuel, qui était supérieur à £ 1.000.— en 1959 soit 13.650 F est aujourd'hui supérieur à £ 1.400.— soit 18.110 F (c'est-à-dire 1.500 F par mois).

Près de la moitié des électeurs du parti conservateur se recrutent dans cette catégorie sociale et plus du quart de ceux du parti travailliste, toujours selon les statistiques de l'Observer.

A ce prix et dans ces conditions quelle peut bien être l'importance de la petite bourgeoisie en France ?

Lettre d'Algérie : Sur un reportage du *« Monde »*

Plusieurs journaux français ont été saisis récemment à Alger. Avec « le Figaro », « Combat », « Paris-Match » et « Le Canard enchaîné », « Le Monde » n'a plus été mis en vente pendant plusieurs jours en Algérie pour avoir rapporté, dans son numéro du 25 mars, les propos tenus par M. Ben Bella lors de l'ouverture des travaux du congrès de l'U.G.T.A., qui s'est terminé, comme le précédent, par l'élimination de toute l'équipe dirigeante de la centrale syndicale.

Il est difficile cependant d'accuser « Le Monde » d'hostilité à l'égard des maîtres de l'Algérie nouvelle. Au contraire, notre correspondant Abù Chenaf, qui a pu lire avec beaucoup de retard la fin du reportage de J.-F. Kahn dans le numéro du « Monde » du 12 février, s'étonne de la facilité avec laquelle des éloges sont décernés aux dirigeants.

J.-F. Kahn avait pourtant constaté que « le découragement est venu, les divisions se sont aggravées... L'Algérie... paradis des aventuriers... Millions de chômeurs impatients, etc. ».

Mais, relève Abù Chenaf — il n'y a pas que des ombres dans le tableau de J.-F. Kahn. Il y a aussi des lumières, et même des étoiles ; et en premier lieu, M. Boumaza !

« En la personne de M. Boumaza, l'économie avait trouvé le meneur qui lui faisait défaut. Non pas un spécialiste, ce qui aurait été inutile, mais un homme énergique, capable de tenir contre vents et marées. »

Bien sûr, on n'aura pas le mauvais goût de demander à M. Boumaza, grand maître (déchu) de l'économie algérienne, de connaître quelque chose aux questions économiques. Quant à l' « énergie » dépensée par notre Excellence, un peu trop souvent, elle se traduit en décisions prises au mépris de la légalité ; elle s'exerce à remplacer un collaborateur borgne par un aveugle, ou un vendu par un pourri.

J.-F. Kahn a écrit : « Dans (le) domaine (administratif) de sérieux progrès ont été réalisés... L'ère du népotisme et du cousinage a en grande partie pris fin... Les postes techniques sont de plus en plus tenus par des hommes compétents. »

Heureux J.-F. Kahn qui ne connaît sans doute les administrations algériennes que par ce que lui racontent leurs dirigeants.

Or, en ce début de 1965, l'Administration est plus que jamais, surtout aux échelons élevés, en pleine mélasse. Le niveau intellectuel et moral des agents recrutés est de plus en plus bas. Et plus le niveau est bas plus l'indice de rémunération est élevé.

L'épuration continue et, B.B. vient encore de le dire, elle continuera. Les titres de militantisme priment tout. Tel djounoud à peu près illettré est secrétaire général d'un ministère ; tel directeur régional d'un secteur d'animation socialiste vient me montrer le bilan d'une entreprise autogérée et s'étonne que l'actif et le passif se balancent. « En dehors d'une coïncidence exceptionnelle, me dit-il, ce n'est pas possible ! » Tel Directeur Général vide la caisse d'un service autonome qui ne relève pas de son autorité pour dépanner un collègue d'un autre ministère. Au passage, il prend une petite pincée, bien entendu. On l'a tout de même limogé... pour lui donner un job. C'est un militant ! Son prédécesseur qui en avait fait beaucoup moins, et qui connaissait son métier, est en tôle depuis 15 mois. C'était un bourgeois !

J'ai sous les yeux, arrivées en février — vélocité insolite ! — les fiches de paye d'un fonctionnaire pour les mois d'octobre, novembre et décembre derniers. La première vient de la Présidence du Conseil, la seconde du Ministère de l'Industrialisation et de l'Energie, la troisième du Ministère de l'Economie Nationale. Au moment où ces traitements étaient dus, le bénéficiaire n'appartenait à aucun de ces ministères.

J'ai vu, de mes yeux vu, mancheté de blanc jusqu'aux métacarpes, un « haut fonctionnaire » me commenter gravement un texte qu'il tenait à l'envers. Le connaissait-il par cœur... ou ne savait-il pas lire ?

Que J.-F. Kahn se procure les Recueils des Actes Administratifs des Préfets. Sans être un spécialiste, il sera édifié. Au fur et à mesure que le temps passe et que les choses changent, on peut de moins en moins se borner à démarquer ce qui se faisait « avant ». Il faut innover. Alors on innove. On innove dans la forme et dans le fond. Un vague communiqué dans la presse locale a force réglementaire. Qu'il aille à l'encontre d'une Décision Ministérielle, ça n'a pas d'importance. Qu'il traite d'un point qui relève du législatif, pas davantage.

Surtout, ne plaignez pas les magistrats. La plupart n'y voient que du feu. Combien de condamnations en vertu de textes de circonstances pris par les autorités militaires françaises contre les maquis F.L.N. !

Le malheureux usager qui n'a pas de relations dans les milieux administratifs est traité comme un... colonisé.

Je dois changer ma carte grise ; je vais à la Préfecture « Revenez demain. » Le lendemain : « Revenez demain. » Le lendemain, il y a une queue de 50 personnes devant une porte fermée. Au bout d'une heure je m'en vais. Je raconte ma mésaventure à un camarade algérien. Il sonne une dactylo. Une demi-heure après j'ai ma carte grise.

J'ai des droits de douane à régler. Je me présente au bureau de mon domicile. Trois employés sont occupés à ne même pas se tourner les pouces. On me reçoit mal parce que je me suis présenté la veille de la date limite, et on veut m'envoyer payer à 180 km de là. Je gueule un peu. Heureusement que je ne suis pas Algérien ! Finalement, on va réveiller un gars qui arrive en pyjama, les yeux encore bouffis de sommeil (il est 10 heures du matin). Palabres. On consent enfin à accepter ma galette et on me délivre un reçu qui n'est ni numéroté, ni daté. J'en fais la remarque. Oui, heureusement que je ne suis pas Algérien !

Abù CHENAF.

A L'ACTIF DE BEN BELLA :

Le fait qui'il ait grâcié AIT AHMED et le commandant SI MOUSSA, dirigeants du « Front des Forces Socialistes ». Peut-être a-t-il jugé que — comme l'écrit le *Guardian*, journal libéral de Manchester — Aït Ahmed aurait pu être *« plus dangereux mort que vivant »* ?

AU PASSIF DE BEN BELLA :

Le fait que le procès d'AIT AHMED et de ses compagnons se soit déroulé devant une cour « criminelle » (très bien nommée) ; un procès qui non seulement a eu lieu en l'absence de toute garantie judiciaire, mais qui a révélé que la torture n'était pas — hélas ! — une méthode réservée au seul usage des impérialistes.

A MEDITER, A COMMENTER SANS PARTI PRIS

« Ce que nous avons voulu, en créant notre nouvelle centrale, c'est contribuer à faire cesser cette division qui règne parmi les travailleurs, regrouper des forces éparses. Le monde crève d'intolérance. Or nous voulons être les hommes de la tolérance, accueillir tous les hommes de bonne volonté. Le pluralisme syndical, d'autre part, n'est pas notre dogme. Notre but, c'est l'unité de la classe ouvrière dans une organisation d'hommes libres et ne subissant l'infuence ou l'emprise d'aucun parti politique. »

Eugène DESCAMPS.

au congrès de la métallurgie C.F.D.T.

L'ORIENTATION DU SYNDICALISME EN GRÈCE

La procédure judiciaire ouverte pour établir provisoirement une gestion légitime d'un bureau confédéral des syndicats ouvriers grecs s'est terminée par un reniement des mœurs politiques habituelles en Grèce. Le tribunal désigné annula les décisions précédentes ; tous les administrateurs nommés furent remplacés et les rapports de tendances renversés. Ainsi furent nommés vingt-cinq carriéristes et corporatistes et six représentants de la « Rénovation syndicale ». Le secrétaire général est choisi parmi les plus compromis des anciennes équipes.

Cette opération est considérée comme un repli du Centre Démocratique et une défaite des syndicalistes staliniens dirigeants de l'E.D.A. Voici pourquoi :

Le C.D. (Centre Démocratique), ayant une politique néo-capitaliste, désire une caution syndicale pour assurer le succès du plan d'une économie rénovée. L'organisateur principal du plan, M. A. Stephanopoulos, vice-président du conseil de la coordination économique, Saint-Simonien de formation universitaire française, fait tout ce qu'il peut pour coordonner rationnellement ce plan.

L'économie du pays se trouvant en situation sous-développée, on ne peut organiser une économie de consommation avec une organisation industrielle en retard. Les groupes qui composent le C.D. n'ont aucune unité doctrinale à long terme ; ce sont des clientèles électorales contradictoires réunies pour des satisfactions provisoires vulgaires. Leurs chefs politiques, financiers, économistes, diplomates en voyage dans des pays de l'Europe (frais remboursés) ne se sont pas préoccupés des facteurs syndicaux ni de l'économie nouvelle du Marché commun. Le petit nombre de syndicalistes qui les soutiennent sont sans expérience, sans traditions, sans liaisons et sans appui des organisations syndicales européennes libres ; ils se sont sentis perdus dans la direction confédérale instituée par mandat autoritaire. Pas un ministre en voyage en Europe ne fut accompagné d'un syndicaliste en mission, mais il le fut par des bureaucrates ministériels souvent en conflit avec les syndicalistes et même avec les ministres. Ce manque d'appui obligea le C.D. à composer avec les anciens bureaucrates du « syndicalisme fonctionnel » soutenus par les bureaux des syndicats libres étrangers, surtout américains et belges, et il accepta un compromis provisoire. Et après ? Les politiciens professionnels chercheront d'une façon empirique l'évolution de la démocratisation syndicale tant exaltée par le chef du gouvernement qui se trouve en butte à des attaques d'une réaction agressive et sans scrupules au service des monopoles capitalistes.

Examinons aussi la défaite des syndicalistes staliniens. Enchaînés par les formules dogmatiques condamnées par la vie, étrangers à la réalité grecque, ils n'ont aucune préoccupation de la vie économique européenne, de la révolution industrielle et de ses exigences. « Démocratie syndicale indépendante », proclament-ils, mais courroie de transmission pour l'E.D.A. et pour la ligne bureaucratique. « Liberté pour les activistes », réclament-ils pour les rapatriés, mais isolement et radiation de ces rapatriés et libérés non intégrés au contrôle de l'E.D.A., considérés comme rebelles idéologiques. « Lutte contre les investissements étrangers », mais les juristes dirigeants de l'E.D.A. sont autorisés à servir d'avocat-conseil aux banques utilisant ces capitaux. Cette confusion des esprits staliniens est aggravée par l'opposition des groupes de tendance politico-syndicale, révisionniste et chinoise.

Le marxiste notoire, E. Avostolou, à la tête d'un groupe de militants, publie une revue mensuelle dans laquelle il critique sévèrement l'action politique et sociale du parti communiste grec et de son annexe, l'E.D.A. ; entre autres, il révèle qu'il a été cinq fois exclu du parti au cours de son exil et que deux mille militants de l'E.A.M. sont eux aussi exclus pour non-conformisme. Dans cette revue, il expose des thèses en opposition avec la ligne désastreuse appliquée pendant quinze ans dans les luttes ouvrières et dans les rapports avec les autres classes sociales.

Par ailleurs, un groupe de militants, sans culture générale, a adopté les thèses simplistes de Mao et dénonce les dirigeants communistes auxquels ils reprochent un opportunisme électoral sans principes ; ils préconisent un changement de régime pour promouvoir une économie socialiste adaptée à un pays sous-développé. Ce verbalisme hors du temps et de l'espace marque l'incapacité de ces militants ouvriers à s'émanciper syndicalement de la tutelle politique ; ils cèdent ainsi la place aux « syndicalistes fonctionnels » qui reprennent légalement en main la direction de la C.G.T. grecque avec tout son appareil bureaucratique.

Après sa défaite, l'aile communiste a organisé des réunions et a proféré des menaces de grèves. Le gouvernement est resté insensible à cette pression ; la menace réactionnaire était plus forte. La grande masse du pays désire la paix intérieure, surtout devant les risques extérieurs créés par le problème de Chypre où le pouvoir de Makarios, dont le mandat expire prochainement, peut être remis en question.

Les syndicalistes fonctionnels, après avoir repris la direction de la C.G.T.G. ont voulu introduire des mœurs d'inquisition : ils veulent instaurer un serment de fidélité syndicale faute de quoi un militant ouvrier ne pourra être admis parmi les cadres de la C.G.T.G. ! On aurait pu trouver autre chose pour empêcher la pénétration communiste en faveur de la F.S.M. Le problème essentiel reste la liberté démocratique à l'intérieur des syndicats ; le problème communiste se réglera alors de lui-même.

***

Au Parlement grec, l'opposition réactionnaire a déposé une proposition d'abrogation de la loi fixant les normes de fonctionnement interne des syndicats, à tous les degrés. Le gouvernement s'y étant opposé, la proposition a été rejetée, et la loi demeure. Le ministre du travail a confirmé qu'une mission du Bureau International du Travail allait être reçue à Athènes pour examiner la situation générale des syndicats et sa conformité avec les règlements internationaux.

Le Bureau confédéral ,révoqué par le tribunal, a lancé une proclamation à toute la classe ouvrière en l'appelant à résister, par tous les moyens démocratiques, aux procédures bureaucratiques ayant pour but la gestion paternaliste des syndicats. En outre, sur l'initiative d'un ancien militant socialiste, M. Goutas, secrétaire général du syndicat des employés de banque, un large regroupement est en vue : 200 organisations se sont réunies pour surveiller l'évolution de la crise syndicale et elles font appel aux organisations internationales pour intervenir en faveur de la normalisation démocratique de la vie syndicale en Grèce.

J. CONSTANTIS.

A travers les LIVRES

LA PREMIERE INTERNATIONALE

par Jacques DUCLOS (Editions Sociales)

A l'occasion du centième anniversaire de la Première Internationale, Jacques Duclos, se découvrant, sur le tard, une vocation d'historien social et de théoricien marxiste, a publié sur ce sujet un livre de 364 pages. Le moins que l'on puisse dire est que cet ouvrage hâtif manque d'objectivité. Parfois même l'auteur se laisse surprendre en flagrant délit d'erreur.

On sait que les « autoritaires » et les « libertaires » se sont querellés de façon byzantine autour des statuts de l'Association et de leur traduction de l'anglais en français. Duclos ne contribue pas à clarifier le débat. Il l'obscurcit, au contraire, en faisant suivre la traduction française de 1864, incriminée, d'une version « définitive » des statuts, dont il omet de dire qu'elle a été publiée *sept ans plus tard, à la fin de 1871*, par le Conseil général de Londres, c'est-à-dire par Marx. Les nombreuses dissemblances qui sautent aux yeux entre les deux textes pourraient laisser croire qu'elles sont toutes dues à des altérations de la part des traducteurs proudhoniens de 1864. Or, ces dissemblances proviennent *aussi*, pour une part, du travail de la commission des statuts du congrès de Genève (1866) et d'autres modifications ultérieures. Mais la présentation tendancieuse de Duclos vise à déconsidérer les proudhoniens.

Même partialité en ce qui concerne la rupture de Bakounine avec la Ligue de la Paix et de la Liberté, au congrès de Berne (1868). L'auteur prétend que les bakouniniens défendaient la *propriété individuelle*, alors que, tout au contraire, le révolutionnaire russe rompit avec la Ligue parce qu'il était partisan de la *propriété collective*, et son entrée dans l'Internationale est présentée, non comme l'heureuse conséquence de son adhésion au socialisme, mais comme une entreprise de travail fractionnel en vue de désagréger l'Association internationale. Duclos semble ignorer que Bakounine écrivait à Marx, le 22 décembre 1868 : « *Depuis les adieux solennels et publics que j'ai adressés aux bourgeois du congrès de Berne, je ne connais plus d'autre société, d'autre milieu, que le monde des travailleurs. Ma patrie, maintenant, c'est l'Internationale, dont tu es l'un des principaux fondateurs...* »

Autre erreur, celle-ci monumentale : Duclos prétend que Bakounine s'opposait à l'indépendance de la Pologne. Il confond tout simplement Bakounine et Proudhon ! En fait, le premier avait participé activement à l'insurrection polonaise de 1863, et déploré l'attitude antipolonaise de Proudhon.

A en croire l'auteur, l'Internationale aurait été, dès le début, la chasse gardée de Marx et ses opposants n'auraient été que des intrus. A longueur de pages et sans jamais expliquer clairement l'enjeu de la lutte entre « autoritaires » et « libertaires » dans la Première Internationale (le problème de l'Etat), ni révéler les procédés déloyaux mis en œuvre par Marx contre ses adversaires de tendance, Duclos multiplie les injures contre les bakouniniens, traités d'aventuriers, de provocateurs, d'éléments de sac et de corde. Il va jusqu'à leur prêter des comportements réactionnaires, au service des capitalistes.

Duclos rejette, contre toute vérité, sur les seuls exclus bakouniniens, la responsabilité de la scission perpétrée par Marx et consorts, en 1872, au congrès de La Haye, et il dissimule au lecteur la dynamique survie de l'Internationale « antiautoritaire », sous l'impulsion des bakouniniens, alors qu'après le transfert du Conseil général à New York, Marx avait perdu presque toutes ses troupes.

Mais les dernières pages du livre trahissent les raisons de cette partialité : lorsque Duclos écrit « bakouninien », il pense, en réalité : « trotskyste ». De même, nous explique-t-il, dans une comparaison plutôt forcée, que Marx avait eu à défendre l'unité de l'Internationale contre les désagrégateurs et aventuristes bakouniniens, Lénine et les Partis communistes eurent à combattre l'aventurisme des trotskystes.

Et, pour demeurer sur le terrain, qu'il croit sûr, de l'orthodoxie, Duclos termine par une citation de Nikita Khrouchtchev. Gageons qu'elle disparaîtra de la prochaine édition. Dommage que l'auteur n'ait pas cité plutôt, en guise de conclusion, l'étonnant oracle rendu par Bakounine en 1870 : « *Prenez le révolutionnaire le plus radical et placez-le sur le trône de toutes les Russies, conférez-lui un pouvoir dictatorial et il deviendra pire que le tsar lui-même.* » **Daniel GUERIN.**

***

PAILLETTES D'OR

par Renée KERDUDOU

Des paillettes d'or... Tentez s'il vous plaît, ce délicieux voyage... sous « la lune dorée », avec la mésange poète, l'anneau enchanté, la huppette bleue...

Ecoutez la « merveilleuse féerie », de cette poésie qui dédaigne les règles et cependant résonne harmonieusement à l'oreille et au cœur.

On se voudrait petit enfant, pour suivre en ses contes et fables et poésies notre amie Renée Kerdudou, militante syndicaliste, institutrice maternelle, que je retrouvai, toujours aussi vive et jeune en notre repas fraternel du 7 février 1965.

Un livre scolaire... Fi ! le vilain mot... Il n'y a là rien qui contraigne, rien qui sente la classe où l'on s'immobilise, la cour bruyante close de murs gris, la leçon qu'il faut étudier, le précepte qu'il faut retenir. Tout respire l'évasion, joyeuse à travers bois et champs, la fiction s'y pose sur le sol, s'accroche aux branches, le rêve y est pur et sain... et la poésie mérite d'être apprise... par cœur !...

Renée connaît une double satisfaction, celle d'avoir trouvé en Jacque Clergue un dessinateur de discrètes, jolies et simples illustrations — celle d'avoir vu son œuvre adoptée par la Commission parisienne des « livres de prix ».

Pour vos enfants, vos petits enfants, commandez *les Paillettes d'Or* à l'auteur, Mme Renée Kerdudou, 22, avenue de la République, Villeneuve-le-Roi (S.-et-O.). C.C.P. 961-94. R.H.

Qu'est-ce que l'Union des Syndicalistes ?

C'est le lieu de rencontre de tous les militants syndicalistes — **quelle que soit la centrale à laquelle ils appartiennent** (de ceux aussi qui, provisoirement, ne sont pas inscrits à l'une des centrales existantes) pour étudier en commun **les problèmes ouvriers d'aujourd'hui**, élaborer ensemble des solutions possibles, les préconiser dans les organisations où ils se trouvent.

Des nuances, des divergences peuvent les séparer ; mais, sur la base générale de **la Charte d'Amiens**, ils se trouvent unis par la vieille et toujours actuelle trilogie du mouvement syndical :

— **INDEPENDANCE** à l'égard des partis, des églises, des gouvernements, des états ;
— **LUTTE DE CLASSE.**
— **INTERNATIONALISME** pratique.

Renseignements et adhésions: 21, rue Jean-Robert, Paris-18e (Les Editions Syndicalistes).

PRENDRE NOTE

La 2e édition du livre de N. Faucier, « La Presse Quotidienne » vient de sortir. Nous sommes donc en mesure de satisfaire les commandes déjà reçues que nos camarades recevront incessamment.

Nous insistons auprès des militants pour qu'ils nous aident dans la diffusion de ce 2e tirage dont le bénéfice est intégralement destiné à la coopérative « Les Editions Syndicalistes ».

Pour les commandes se reporter à la dernière page de la couverture de la « R.P. ».

LES FAITS DU MOIS

LUNDI 1er MARS. — A **Paris**, meeting de solidarité à la Mutualité avec les étudiants espagnols et portugais.

MARDI 2. — Manifestation de milliers d'étudiants à **Madrid** : violente réaction de la police.

Bombardements américains au **Vietnam** au Nord du 17e parallèle.

JEUDI 4. — Réouverture des facultés à **Madrid**.

A **Moscou** violente manifestation contre l'ambassade des Etats-Unis.

VENDREDI 5. — A Paris 19e Congrès de la **Fédération des syndicats d'exploitants agricoles.**

SAMEDI 6. — Dans l'Etat du Kérala (**Inde**) : succès électoral des communistes (40 élus dont plus de la moitié sont en prison).

L'U.R.S.S. refuse de s'associer à la Grande-Bretagne pour publier le rapport de la Commission internationale de contrôle au **Vietnam.**

Le Congrès des **Etudiants communistes** repousse le rapport du secrétaire général non-conformiste.

LUNDI 8. — Le gouvernement **chinois** proteste contre la brutalité de la police de **Moscou** contre des étudiants chinois, au cours de la manifestation contre l'ambassade des U.S.A.

Elections générale au **Chili** : victoire du parti démocrate-chrétien du président Frei qui dispose de la majorité absolue.

MARDI 9. — Protestations des gouvernements arabes contre la décision de l'Allemagne fédérale de reconnaître Israël.

MERCREDI 10. — A Bonn, débat au **Bundestag** sur la prescription des crimes de guerre.

VENDREDI 12. — Attaqué par les racistes à Selma (Alabama, **USA**) le pasteur blanc James Rub succombe à ses blessures.

En **Turquie** la troupe tire sur des mineurs en grève (2 ouvriers tués - 10 blessés).

SAMEDI 13. — A **Rome**, le gouvernement Moro obtient 324 voix contre 222.

Dans les Asturies (**Espagne**) manifestation des mineurs.

DIMANCHE 14. — **Elections municipales.** De nombreuses villes de plus de 30.000 habitants ont élu leur conseil municipal dès le 1er tour. Ballotage dans tous les secteurs parisiens.

Elections législatives en **Argentine** : les péronistes et le parti radical du président Ilia obtiennent les deux tiers des suffrages.

Au **Brésil** les candidats gouvernementaux sont écrasés aux élections de Sao Paulo.

LUNDI 15. — Conversations **franco-algériennes** à Paris sur les hydrocarbures.

M. Nasser réélu président de la **R.A.U.** avec 99,99 % des voix exprimés.

MARDI 16. — Par un message au congrès **américain**, le président Johnson demande l'adoption rapide du projet sur le droit de vote des Noirs.

MERCREDI 17. — A Montgomery (Alabama, **USA**) nouvelles brutalités policières contre des manifestants intégrationnistes.

JEUDI 18. — Un juge fédéral aux **USA** autorise la marche des Noirs des intégrationnistes sur Montgomery (Alabama).

Exploit des cosmonautes **soviétiques** dont l'un réussit à sortir en plein vol.

Elections professionnelles dans les **PTT**: avance de la **CGT**.

SAMEDI 20. — Aux **Etats-Unis** le président Johnson « fédéralise » la garde nationale de l'Alabama.

Mort de Gheorgiu-Dej, chef de l'**Etat roumain.**

Pour la première fois, les candidats officiels aux élections municipales **soviétiques** sont battus dans 170 circonscriptions sur 26.515.

Le Conseil de Sécurité de l'**ONU** proroge le mandat de la force internationale à Chypre.

A Alger, 2e congrès de l'**Union fédérale des Travailleurs algériens.**

DIMANCHE 21. — Deuxième tour des élections **municipales.**

Elections professionnelles à l'Aéroport de Paris : la **CGT** perd la majorité.

LUNDI 22. — Elections à **Ceylan** : succès de l'opposition.

MARDI 23. — **Accord franco-soviétique** sur la télévision en couleurs.

Publication à **Madrid** d'un manifeste de 1.171 personnalités en faveur des libertés et de l'amnistie.

Lancement d'une fusée avec deux cosmonautes aux **Etats-Unis.**

Manifestations d'étudiants à **Casablanca** (**Maroc**) durement réprimées.

JEUDI 25. — Menace d'envoi de volontaires **chinois** au Vietnam.

Le **Bundestag d'Allemagne fédérale** reporte au 31 décembre 1969 la prescription des crimes de guerre.

VENDREDI 26. — A Montgomery (**Alabama**) 15.000 intégrationnistes défilent devant le Parlement : une militante blanche abattue par un commando raciste.

Condamnation au **Maroc** à des peines de prison de 16 manifestants du 23 Mars.

Bombardements par les avions **américains** d'un objectif à 140 km de la **Chine.**

SAMEDI 27. — Nouvelle baisse de la **livre sterling.** Manifestation d'étudiants en **Espagne**, à Madrir et à Barcelone.

Evasion de M. Fulbert Youlou, ancien président de la **République du Congo de Brazzaville,** interné depuis dix-huit mois.

Elections au **Gongo ex-belge** : Victoire du parti de M. Tschombé, au Katanga.

Lundi 29. — Au **Maroc**, exécution de 14 condamnés à mort.

A **Rome**, le ministre des Affaires Etrangères de France s'oppose seul à la proposition d'une conférence des Six sur l'Europe politique.

MARDI 30. — Grand attentat à la bombe contre l'ambassade américaine à Saïgon (**Vietnam du Sud**).

D'où vient l'argent ?

MARS 1965

RECETTES

Abonnements ordinaires		768,50
Abonnements de soutien		380,—
Souscription		81,—
Vente au numéro		12,—
Repas fraternel		64,—
Ventes livres		74,20
Remboursement frais divers		6,55
Total des recettes		1.386,25
En caisse au 1er mars 1965		2.132,46
		3.518,71

DEPENSES

Impressions et papier R.P.		1.508,78
Expéditions		40,—
Achat de livres		31,—
Frais de poste		96,55
		1.676,33
En caisse au 31 mars 1965 :		
Espèces	313,55	
C.C.P.	1.528,83	
		1842,38
		3.518,71

SOUSCRIPTIONS

Boissel (Ucel), 5 ; Boissier (Izieux), 5 ; Cancouet (Paris), 4 ; Caps (Pessac), 5 ; Charlot (Paris), 5 ; Fornerod (Lausanne), 5 ; Guigui (Genève), 20 ; Langlois (Vincennes), 4 ; Laplaud (Dolus d'Oléron), 5 ; Lob (Toulon), 2 ; Rozet (Unieux), 5 ; Roth (Mauriac), 5 ; Simon (Grenoble), 2 ; Trellu (Plouevez), 4 ; Verdelhan (Marseille), 5. — Total : 81.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Buren (Dijon), 30 ; Cattanes (Noisy), 30 ; Centène (Banyuls), 30 ; Cornec (Daoulas), 40 ; Courdavault (Château d'Oléron), 50 ; Croze (Paris), 50 ; Salmet (Paris), 50 ; Simon (Pavillons-sous-Bois), 40 ; Sirieix (Belleville-sur-Saône), 30 ; Sorin (Nantes), 30. — Total : 380.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris 12[e] Le directeur de la publication : Roger HAGNAUER

Travail exécuté par des ouviers syndiqués.